



Souveraineté sanitaire africaine
L'ALGÉRIE PORTE LA VOIX DU CONTINENT

Mohamed Khaled a réitéré l'engagement constant de l'Algérie envers le continent africain à travers le renforcement de la coopération, se disant disposé à partager son expertise, son assistance technique et son savoir-faire en matière de formation médicale afin de faire face aux défis sanitaires commun. P2



L'ESPAGNE RÉDUIT SES FLUX GAZIERS, LE MAROC RETIENT SON SOUFFLE P2



Dérives de l'extrême droite française
AMMAR BELANI DÉZINGUE DRIENCOURT P2

Famine et conflits armés
ALGER HAUSSE LE TON AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Intervenant lors d'une réunion consacrée au rôle du Conseil de sécurité dans l'atténuation des crises alimentaires liées aux conflits, le représentant permanent adjoint de l'Algérie auprès des Nations unies, Mehdi Litim, a insisté sur l'obligation de protéger les populations civiles et les infrastructures indispensables à leur survie.

P4



L'Espagne réduit ses flux gaziers
Le Maroc retient son souffle

PAR BOUALEM B

Le Maroc fait face à un nouveau signal d'alerte sur le front énergétique. Depuis cinq jours, les volumes de gaz acheminés depuis l'Espagne ont fortement diminué, passant d'une moyenne habituelle comprise entre 29 et 31 gigawattheures par jour à environ 21 gigawattheures, selon les données fournies par la plateforme spécialisée Attaqa. Aucune explication officielle n'a été communiquée par Madrid. Il demeure donc difficile de savoir si ce recul découle de contraintes d'approvisionnement en Espagne ou d'un ajustement lié aux opérations de regazéification. Dans tous les cas, cette diminution intervient à un moment particulièrement sensible pour le Maroc, dont l'équilibre énergétique dépend largement du corridor espagnol. Le royaume importe du gaz naturel liquéfié auprès de plusieurs fournisseurs, notamment la Russie, les États-Unis et Shell. Ce gaz est regazéifié sur le territoire espagnol avant d'être acheminé vers le Maroc via le gazoduc Maghreb-Europe. Cette infrastructure, autrefois utilisée pour transporter le gaz algérien vers l'Europe, est devenue l'un des piliers de l'approvisionnement marocain depuis l'inversion de son flux. La fragilité de ce dispositif apparaît d'autant plus clairement que les importations marocaines avaient commencé à se redresser après plusieurs mois difficiles. En juillet, elles ont atteint 991 gigawattheures, contre 859 gigawattheures en juin, soit une hausse mensuelle de 15,4 %. Ce rebond faisait suite aux perturbations mondiales provoquées au printemps par l'escalade militaire autour de l'Iran et les tensions sur les marchés énergétiques. Cette reprise ne doit cependant pas masquer la tendance observée depuis le début de l'année. Entre janvier et juillet 2026, les importations marocaines de gaz ont reculé de 13,2 % sur un an. Elles se sont établies à 4,98 térawattheures, contre 5,74 térawattheures durant la même période en 2025, d'après les chiffres de l'organisme espagnol chargé des réserves stratégiques pétrolières. Les volumes avaient chuté de 822 gigawattheures en janvier à seulement 377 gigawattheures en avril, avant de remonter progressivement en mai, juin et juillet. La baisse enregistrée ces derniers jours risque donc de fragiliser davantage cette amélioration encore récente. Pour un pays déjà confronté à des tensions économiques, sociales et budgétaires, la dépendance envers les livraisons espagnoles constitue une source d'incertitude supplémentaire. Une réduction durable des flux pourrait compliquer l'approvisionnement des centrales électriques, alourdir la facture énergétique et accentuer la pression sur les finances publiques dans les prochains mois. Le silence des autorités espagnoles entretient les interrogations. L'essentiel, actuellement, pour le Maroc est de savoir si cette contraction n'est qu'un incident passager ou le signe d'une vulnérabilité plus profonde dans un système énergétique largement tributaire de décisions prises hors de ses frontières.

SOUVERAINETÉ SANITAIRE AFRICAINE
L'Algérie porte la voix du continent

L'Algérie réaffirme son engagement en faveur du renforcement de la coopération sanitaire sur le continent. L'ambassadeur d'Algérie et représentant permanent auprès de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies (CEA), Mohamed Khaled, a insisté sur l'importance de maintenir une position africaine unifiée et d'œuvrer à l'établissement d'un cadre juridique efficace, assorti de mécanismes de traçabilité clairs et d'engagements concrets.

PAR MERIEM KA

En marge des travaux de la 76^e session du Comité régional de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour l'Afrique, qui se poursuivent à Addis-Abeba, Mohamed Khaled a pris part à un dialogue ministériel de haut niveau placé sous le thème : « Accélérer les progrès vers la couverture sanitaire universelle en Afrique grâce au renforcement des systèmes réglementaires, à la production locale et au financement durable de la santé ». En sa qualité de coordinateur du Groupe africain auprès de l'OMS, l'Algérie a réaffirmé son rôle dans la concertation interafricaine et la défense des priorités sanitaires du continent sur la scène internationale. Lors de son intervention, Mohamed Khaled a exposé les récents développements liés aux négociations sur le système d'accès aux agents pathogènes et de partage des avantages (PABS). Il a souligné la nécessité, pour le futur dispositif, de « trouver un équilibre entre la facilitation de l'accès aux ressources biologiques et données connexes, et la garantie d'un partage équitable et effectif des avantages, dans le respect de la souveraineté des États fournisseurs et le renforcement de leurs capacités nationales ». L'Algérie a également insisté sur l'importance de « maintenir une position africaine unifiée et d'œuvrer à l'établissement d'un cadre juridique efficace assorti de mécanismes de traçabilité clairs et d'engagements concrets », notamment en matière



de transfert de technologie, de renforcement des capacités de production et d'accès équitable aux vaccins, aux traitements et aux outils de diagnostic. Mohamed Khaled a, par ailleurs, réitéré l'engagement constant de l'Algérie envers le continent africain à travers le renforcement de la coopération, se disant disposé à partager son expertise, son assistance technique et son savoir-faire en matière de formation médicale afin de faire face aux défis sanitaires communs. La délégation algérienne a, en outre, mis en avant les principales réalisations du pays dans le secteur de la santé, les progrès accomplis dans l'amélioration des indicateurs sanitaires ainsi que le renforcement de la qualité des soins.

Elle a réaffirmé la volonté de l'Algérie de poursuivre la réforme de son système de santé à travers la modernisation des infrastructures, l'extension de la numérisation, la formation des ressources humaines et le soutien à la santé de proximité, tout en accordant une importance particulière à la prévention et à la gratuité des soins. Le diplomate algérien a, à ce titre, cité la remise du certificat d'élimination du trachome, ainsi que les avancées réalisées dans les domaines de la santé maternelle et infantile, de la lutte contre les maladies transmissibles et de la promotion de la production nationale de médicaments. Cette session a constitué une occasion d'échanger les visions et les expertises sur les moyens d'accélé-

rer la réalisation de la couverture sanitaire universelle en Afrique. Dans ce contexte, les participants ont mis en avant l'importance d'unir les efforts africains afin de bâtir des systèmes de santé plus résilients et plus équitables, de réduire la dépendance extérieure et de consolider la souveraineté et la sécurité sanitaires du continent. La 76^e session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, ouverte mardi à Addis-Abeba, devrait prendre fin ce vendredi. Au cours de cet événement annuel, des délégations africaines sont appelées à évaluer les progrès accomplis, à débattre de nouvelles résolutions, à définir les politiques régionales en matière de santé et à renforcer la coopération continentale. ■

DÉRIVES DE L'EXTRÊME DROITE FRANÇAISE
Ammar Belani dézingue Driencourt

Dans une publication sur sa page Facebook, Ammar Belani, connu pour son franc-parler et son érudition diplomatique avérée, pourfend l'extrême droite française et dézingue son désormais très zélé porte-parole, Xavier Driencourt. Le diplomate algérien dénonce le révisionnisme de Xavier Driencourt et son ralliement à l'extrême droite, fustigeant les récentes prises de position de l'ex-ambassadeur français en Algérie. Mais pas que. Belani accuse sans ambages sa cible du jour de ressusciter des projets coloniaux de partition depuis longtemps balayés par la lutte pour l'indépendance et de propager des thèses xénophobes contre la diaspora. Le diplomate algérien met ainsi en lumière la reconversion politique de l'ancien ambassadeur de France à Alger

auprès des cercles du Rassemblement national et des médias identitaires. En cause, un texte récent dans lequel Driencourt exhume une vieille hypothèse de partition territoriale envisagée durant la guerre de Libération. Un projet colonial qui prévoyait la création d'enclaves françaises permanentes autour des métropoles côtières d'Alger et d'Oran, coupées du reste du pays par une frontière militarisée que Belani n'hésite pas à qualifier ironiquement d'équivalent d'un « mur de Berlin » colonial. Pour Ammar Belani, l'ex-représentant français « franchit une ligne rouge en exprimant ouvertement des regrets quant au fait que le général de Gaulle n'ait pas appliqué ce démembrement territorial face à la souveraineté du peuple algérien », estimant que « cette posture révi-

sionniste est perçue comme l'aveu indiscutable d'un ressentiment historique mal éteint, sans cesse alimenté lors de ses apparitions récurrentes sur les plateaux de télévision parisiens ». Le diplomate algérien ne s'est pas limité à déconstruire les anachronismes historiques de son homologue de l'Hexagone, mais a également détaillé son basculement militant. Ainsi, Belani s'est fait fort de rappeler que, retraité du Quai d'Orsay, Xavier Driencourt a intégré le comité stratégique d'organes de presse ancrés à l'extrême droite avant de devenir conseiller officiel des cadres du Rassemblement national pour les relations internationales, participant activement à la formation doctrinale des militants du parti. Une reconversion dans laquelle Ammar Belani voit « la politisation d'un ancien ambassadeur ayant, par

deux fois, occupé le poste diplomatique suprême à Alger, et dont les analyses actuelles reflètent désormais un agenda partisan axé sur la stigmatisation continue de l'Algérie et de ses institutions », a-t-il soutenu. Belani s'indigne également face aux propos de Xavier Driencourt ciblant la communauté algérienne installée en France. De fait, en utilisant le concept de prétendues « poches algériennes » pour désigner certains quartiers de Marseille, l'ancien ambassadeur français se rend coupable « d'essentialiser les citoyens français d'origine algérienne et de les réduire à un corps étranger incompatible avec la République », estime Belani, qui dénonce, par la même occasion, « une adoption sans fard des théories complotistes du grand remplacement promues par les courants nationalistes ». N. B.



Quotidien national
d'information édité par la

SARL ADRA COM
Adresse : Maison de la
presse Abdelkader Safir,
02 Rue Farid Zouiouache,
Kouba, Alger

Redaction@lexpressquotidien.dz
www.lexpressquotidien.dz
Tél./Fax : 028 26 99 24
Service-pub@lexpressquotidien.dz

GÉRANT :
NOURDINE BRAHMI

DIRECTEUR HONORAIRE:
ZAHIR MEHDAOUI

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION
RABAH YUCEF RABAH

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:
L'Entreprise Nationale de communication
d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur Alger

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77

Email : agence.rcgic@anep.com.dz
Programation.rcgic@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

Impression:
Société d'Impression
d'Alger (SIA)

Diffusion:
Media Distribution

Les manuscrits, photographies ou
tout autre document et illustration
adressés ou remis à la Rédaction ne
sont pas rendus et ne peuvent faire
l'objet d'une réclamation.

FORTE DE SON EXPERTISE

Sonelgaz franchit les frontières

Forte de l'expérience acquise sur le marché national et de capacités techniques développées au fil des décennies, Sonelgaz accélère son déploiement sur le continent africain. De la production d'électricité à la réalisation de centrales, le groupe algérien exporte désormais son savoir-faire au Niger et au Tchad, confirmant sa capacité à mener des projets énergétiques d'envergure et à s'imposer comme un acteur régional de référence.

L'Algérie continue d'afficher des niveaux record de consommation électrique, particulièrement durant les épisodes de fortes chaleurs estivales. Mais au-delà de sa capacité à répondre à une demande intérieure en progression, le pays dispose d'un autre atout : une filière électrique capable de se projeter à l'étranger. À travers Sonelgaz, l'Algérie exporte désormais son savoir-faire en matière de production, de réalisation d'infrastructures et d'exploitation de réseaux, avec une présence qui se renforce progressivement en Afrique. La demande d'électricité a atteint un nouveau pic de 21 828 MW mercredi 19 août, sous l'effet conjugué des températures élevées et d'un taux d'humidité important dans plusieurs régions. Il s'agit du cinquième record enregistré depuis le début de l'été, après les pointes de 21 650 MW le 17 août et de 21 727 MW le lendemain. Cette succession de records illustre l'augmentation continue des besoins énergétiques du pays, notamment durant les périodes de forte chaleur, lorsque l'utilisation de la climatisation fait fortement progresser la consommation. Malgré cette pression, le système électrique algérien dispose encore de capacités importantes. Le parc de production dépasse 26 GW de capacité installée et repose majoritairement sur des centrales thermiques fonctionnant au gaz naturel. Cette configuration permet au pays de disposer d'une production relativement flexible, capable de s'adapter rapidement aux variations de la demande. En préparation de l'été 2026, Sonelgaz avait renforcé son dispositif avec plus de 1,85 GW de capacités supplémentaires afin d'accompagner la progression de la consommation. La performance du système électrique algérien ne se mesure toutefois plus uniquement à l'aune de la satisfaction de la demande nationale. Sonelgaz développe parallèlement une activité à l'international, notamment en Afrique, où le groupe algérien multiplie les projets et démontre sa capacité à réaliser rapidement des infrastructures énergétiques. Cette présence prend une dimension particulière en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Sonelgaz International a ainsi réalisé en moins de trois mois une centrale électrique de 40 MW à Gorou Banda, au Niger, mise en service et



inaugurée en juin. Quelques jours plus tard, le lancement des travaux d'une seconde centrale de même puissance à N'Djamena, au Tchad, est venu confirmer cette dynamique. Ces réalisations illustrent la montée en puissance de l'expertise algérienne dans le domaine électrique. Au-delà de la production, le groupe dispose de compétences couvrant plusieurs maillons de la chaîne, ce qui lui permet de proposer des solutions intégrées et de se positionner sur des marchés où les besoins en infrastructures énergétiques sont considérables. L'Algérie bénéficie, dans cette stratégie, de l'expérience accumulée par son secteur électrique au cours des dernières décennies. Sonelgaz a développé un savoir-faire dans la construction et l'exploitation des centrales, le transport et la distribution de l'électricité, ainsi que dans la gestion des périodes de forte demande. Un capital technique que le groupe cherche désormais à valoriser sur les marchés africains. Cette projection extérieure ne se limite pas au développement de projets. L'Algérie joue également un rôle croissant dans l'approvisionnement électrique de certains pays voisins. La Tunisie constitue à ce titre un exemple concret. À fin mars, les importations d'électricité provenant principalement d'Algérie couvraient 9 % des besoins du marché tunisien, selon l'Observatoire national de l'énergie et des mines de Tunisie. Cet appui a de nouveau été visible durant l'été, lorsque la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) a salué le soutien apporté par Sonelgaz alors que le réseau tunisien faisait face à une forte tension. L'Algérie se retrouve ainsi dans une situation particulière : son système électrique doit absorber une

consommation nationale qui bat régulièrement de nouveaux records, tout en étant capable d'apporter un soutien à ses voisins et de développer des projets énergétiques à l'étranger. Cette progression de la consommation pousse également l'Algérie à diversifier progressivement son modèle de production. Le gaz naturel reste largement dominant dans le mix électrique, mais le solaire photovoltaïque doit prendre une place croissante dans les prochaines années. Une première tranche de 3,2 GW de centrales solaires photovoltaïques est actuellement en cours de réalisation, dans le cadre d'un programme visant à porter les capacités renouvelables à 15 GW à l'horizon 2035. Le développement de cette filière doit permettre de réduire progressivement la dépendance du système électrique aux centrales thermiques et de mieux répondre à une demande appelée à continuer de progresser. Pour l'Algérie, le défi consiste donc désormais à maintenir l'équilibre entre trois ambitions : satisfaire une consommation intérieure en forte croissance, diversifier son parc de production et valoriser son expertise électrique à l'étranger. Avec ses ressources gazières, ses infrastructures et surtout les compétences développées par Sonelgaz, le pays dispose d'atouts importants pour renforcer sa position dans le paysage énergétique africain. Les centrales réalisées au Niger et engagées au Tchad montrent que cette dynamique est déjà à l'œuvre. À mesure que les besoins africains en électricité augmentent, l'expertise algérienne pourrait ainsi devenir un véritable relais de croissance pour Sonelgaz et un nouvel instrument de présence économique du pays sur le continent. **Y. R.**

GAZODUC TRANSSAHARIEN

Le Nigeria réaffirme son engagement aux côtés de l'Algérie

Le Nigeria réaffirme son engagement en faveur du projet de gazoduc transsaharien (TSGP), aux côtés de l'Algérie et du Niger. Dans une déclaration au journal nigérien News Telegraph, le ministre nigérien du Pétrole, Ekperikpe Ekpo, a assuré que son pays entendait poursuivre sa coopération énergétique avec ses partenaires et contribuer à la concrétisation de cette infrastructure stratégique. « Nous avons conclu des accords avec le Niger et l'Algérie », a déclaré le ministre, soulignant l'importance du projet pour le Nigeria, qui cherche à diversifier ses débouchés sur les mar-

chés internationaux. Il avait déjà affirmé, lors de la réunion ministérielle tenue en juin à Alger, la détermination de son pays à faire aboutir le TSGP, promettant de faire « tout ce qui est en son pouvoir » pour concrétiser cette infrastructure. Le projet, long d'environ 4 200 kilomètres, doit transporter le gaz nigérien à travers le Niger jusqu'en Algérie, avant son acheminement vers l'Europe et d'autres marchés. D'une capacité initiale estimée à près de 20 milliards de mètres cubes par an, le gazoduc constitue, selon ses promoteurs, un important levier d'intégration énergétique africaine et de

diversification des exportations nigérianes. Après l'approbation en juin des conclusions de l'étude de faisabilité actualisée, les travaux du tronçon algérien ont été lancés à Aoulef, dans la wilaya d'Adrar, marquant une nouvelle étape dans la réalisation du projet. Sur les 4 200 kilomètres prévus, environ 1 800 kilomètres de tronçons restent à réaliser. Pour Abuja, l'option transsaharienne demeure ainsi un choix stratégique, renforçant à la fois les perspectives d'exportation du Nigeria et la coopération énergétique entre les trois pays africains. ■

Éditorial L'EXPRESS

L'AFRIQUE AUX AFRICAINS

PAR MAHDI B.

Plus que jamais, l'Afrique doit revenir aux Africains. À l'heure où les enjeux géopolitiques, mais surtout économiques et financiers, menacent d'aliéner une seconde fois le continent à travers l'exploitation de ses richesses minières, agricoles et énergétiques, des organisations professionnelles africaines à audience internationale ont décidé de ne plus faire appel, en premier lieu, aux expertises étrangères au continent et de faire davantage confiance aux entreprises, aux PME et au savoir-faire africains. L'Afrique doit donc tourner le dos à ces réflexes politiques mécaniques et instantanés qui consistent à faire appel aux entreprises et aux conglomérats étrangers, à forte résonance politique, notamment américains, français, britanniques ou japonais, pour accompagner son développement. L'une des plus importantes organisations professionnelles africaines, l'Organisation des producteurs de pétrole africains (APPO), vient ainsi de franchir un pas important en ouvrant la porte aux entreprises et sociétés africaines pour participer à ses appels d'offres dans le secteur de l'énergie, notamment dans le domaine pétrolier. C'est dans ce contexte que la première plateforme panafricaine dédiée aux appels d'offres du secteur énergétique du continent, créée par l'APPO, a été officiellement lancée hier, mercredi, à Brazzaville. Son objectif est de favoriser l'accès des entreprises africaines aux marchés énergétiques du continent. L'initiative de l'APPO donne ainsi davantage de consistance et de perspectives aux actions engagées par l'organisation pour favoriser, en priorité, la participation des entreprises africaines aux appels d'offres dans le secteur pétrolier. L'objectif est clair : permettre au continent de capter davantage de valeur ajoutée, de renforcer ses capacités industrielles et de créer des opportunités plus équitables au profit des entreprises africaines. En clair, cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts visant à promouvoir le contenu local dans les appels d'offres du secteur énergétique. La plateforme permettra également de recenser les entreprises africaines opérant dans le secteur de l'énergie et de publier des appels d'offres ouverts en priorité aux sociétés du continent. Cette démarche n'est pas sans rappeler le modèle algérien mis en place par Sonatrach à travers le BAOSEM, le Bulletin des appels d'offres du secteur de l'énergie et des mines, qui permet notamment aux entreprises algériennes de prendre connaissance des opportunités et de participer aux appels d'offres de Sonatrach et de Sonelgaz. La plateforme de l'APPO permettra ainsi, pour la première fois, aux entreprises africaines actives dans les secteurs pétrolier et parapétrolier de participer aux appels d'offres de l'organisation et d'intégrer, dans le même temps, le nouveau bulletin africain des appels d'offres. Ce dispositif constitue, selon des experts africains du secteur pétrolier, une expérience appelée à renforcer la présence des entreprises africaines dans les marchés de l'APPO et à leur permettre de participer plus activement aux projets pétroliers et parapétroliers en cours et à venir sur le continent. L'enjeu est de taille. Il ne s'agit plus de laisser systématiquement les grandes majors occidentales ou américaines occuper l'essentiel des marchés africains, mais de favoriser une concurrence plus équilibrée et de donner aux entreprises du continent les moyens de prendre leur part dans les projets énergétiques. L'Afrique dispose aujourd'hui de compagnies nationales, publiques et privées, ainsi que de compétences capables de réaliser de grands projets industriels conformément aux standards internationaux. Il importe également de promouvoir les PME africaines et de les associer aux grands groupes du continent, tout en favorisant l'émergence d'une véritable chaîne de sous-traitance locale. L'APPO, anciennement Association africaine des producteurs de pétrole (APPA), a été créée le 27 janvier 1987 à Lagos, au Nigeria, afin de constituer une plateforme de coopération et d'harmonisation des efforts, de collaboration, de partage des connaissances et d'échange d'expertises entre les pays africains producteurs de pétrole. À sa création, l'APPA regroupait quatre pays africains membres de l'OPEP : l'Algérie, le Nigeria, la Libye et le Gabon. L'organisation avait notamment pour ambition d'aider les pays africains en développement lourdement endettés et confrontés à des difficultés d'accès au pétrole, en leur réservant 4 % de la production de ses membres. Le nombre de pays membres de l'APPO est depuis passé de huit en 1987 à quinze aujourd'hui : Algérie, Angola, Bénin, Cameroun, Tchad, Congo, République démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Égypte, Guinée équatoriale, Gabon, Libye, Niger, Nigeria et Afrique du Sud. Sur son site, l'APPO explique que sa mission principale consiste à promouvoir la coopération dans le domaine des hydrocarbures entre ses pays membres et avec d'autres institutions internationales, afin de favoriser des collaborations et des partenariats fructueux. L'organisation entend notamment utiliser le pétrole comme catalyseur de la sécurité énergétique, du développement durable et de la diversification économique en Afrique. La nouvelle plateforme panafricaine des appels d'offres constitue ainsi l'un des signes les plus révélateurs de cette volonté des pays africains de prendre davantage en main leur destin économique et industriel. Dans le secteur énergétique, où les enjeux de souveraineté et de création de valeur sont particulièrement importants, le continent semble vouloir désormais privilégier ses propres compétences, ses propres entreprises et son propre savoir-faire.

Famine et conflits armés
L'Algérie hausse
le ton au Conseil
de sécurité

L'Algérie a appelé, mardi, au Conseil de sécurité de l'ONU, à l'adoption de mesures concrètes pour mettre fin à l'utilisation de la famine comme arme de guerre, en mettant en avant la gravité des crises alimentaires qui ont frappé simultanément, en 2025, la bande de Ghaza et le Soudan. Intervenant lors d'une réunion consacrée au rôle du Conseil de sécurité dans l'atténuation des crises alimentaires liées aux conflits, le représentant permanent adjoint de l'Algérie auprès des Nations unies, Mehdi Litim, a insisté sur l'obligation de protéger les populations civiles et les infrastructures indispensables à leur survie. S'appuyant sur le Rapport mondial sur les crises alimentaires, qui a fait état pour la première fois de deux situations de famine simultanées à Ghaza et au Soudan, le diplomate algérien a rappelé que « la famine ne saurait en aucun cas être justifiée comme méthode de guerre ». Il a particulièrement dénoncé la situation à Ghaza, où 1,4 million de personnes continuent, selon les dernières données de l'IPC, de faire face à une insécurité alimentaire aiguë. Il a également appelé à un cessez-le-feu immédiat et à un accès humanitaire sans restriction à l'enclave palestinienne. Au Soudan, Litim a fait état d'une situation tout aussi alarmante, avec 19,5 millions de personnes, soit près de 41 % de la population, confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Parmi elles, 135 000 personnes seraient en phase 5, correspondant à la famine, tandis que 825 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë sévère. Le représentant algérien a dénoncé les entraves à l'aide humanitaire, les attaques contre les voies d'approvisionnement et la destruction des systèmes de production alimentaire. Face à ces crises, l'Algérie préconise notamment la mise en place de mécanismes d'alerte précoce permettant de détecter les attaques contre les infrastructures alimentaires et hydriques, la mobilisation de ressources pour reconstruire les infrastructures vitales détruites ou endommagées par les conflits et la garantie d'un accès humanitaire sûr, rapide et sans entrave. Elle plaide également pour que les auteurs d'attaques contre les infrastructures civiles répondent de leurs actes et pour l'instauration d'un régime de sanctions spécifique contre les parties qui violent la résolution 2417 du Conseil de sécurité et utilisent la famine comme instrument de guerre. L'Algérie a, par ailleurs, exprimé sa préoccupation face à la baisse du financement international consacré au secteur alimentaire, qui a atteint son niveau le plus bas depuis une décennie. Elle a réaffirmé sa volonté de contribuer aux efforts internationaux en faveur de la protection des civils, du respect du droit international humanitaire et de la prévention des crises alimentaires liées aux conflits. À travers cette intervention, Alger entend ainsi replacer la lutte contre l'instrumentalisation de la faim au cœur de l'action du Conseil de sécurité, en appelant à passer des condamnations de principe à des mécanismes concrets permettant de protéger les populations et les infrastructures essentielles à leur survie.

À L'APPROCHE DES ÉLECTIONS LOCALES
Nouvelle direction, nouveaux
défis pour l'ANIE

À l'approche des élections locales, l'ANIE change de direction et se retrouve face à un important défi organisationnel. Saad Arous devra notamment veiller à éviter les difficultés enregistrées lors des dernières législatives.

À quelques jours de la convocation du corps électoral pour les prochaines élections locales, prévues en novembre prochain, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a nommé Saad Arous à la tête de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Avocat et ancien parlementaire, le nouveau président de l'instance hérite d'un dossier particulièrement sensible : préparer un scrutin local de grande ampleur tout en tirant les enseignements des dysfonctionnements relevés lors des dernières élections législatives. La nomination de Saad Arous intervient dans un contexte de réorganisation de l'ANIE, dont la composition a connu plusieurs évolutions depuis sa création. Un décret présidentiel a mis fin aux fonctions de Karim Khelfane, qui assurait la présidence de l'instance par intérim, tandis qu'un second décret a nommé Saad Arous à la présidence de l'Autorité. Cette nouvelle étape intervient à l'approche d'un rendez-vous électoral qui s'annonce particulièrement exigeant sur les plans organisationnel et logistique. Les élections locales impliquent en effet un nombre important de communes et de candidats, avec, en amont, une gestion complexe des listes, de la collecte et de la validation des signatures ainsi que du traitement des dossiers de candidature. C'est précisément sur ces aspects que les dernières législatives avaient fait apparaître plusieurs difficultés. Des partis et des listes candidates avaient notamment dénoncé des retards dans le lancement de la procédure de validation des signatures, ainsi que des encombrements au niveau de certaines communes. Le traitement des dossiers de candidature et l'adoption des listes définitives



avaient également suscité des critiques. Pour la nouvelle équipe dirigeante de l'ANIE, l'enjeu sera donc de corriger ces dysfonctionnements et de fluidifier les différentes étapes du processus électoral. La mise à

jour des listes électorales constitue également un chantier prioritaire, notamment dans le contexte des changements intervenus dans le découpage administratif. Le prochain scrutin local constituera ainsi un vé-

ritable test pour l'ANIE dans sa nouvelle configuration. L'instance devra démontrer sa capacité à gérer un processus électoral couvrant l'ensemble du territoire, tout en garantissant le respect des délais légaux, la transparence des procédures et une meilleure coordination avec les différents intervenants. La convocation du corps électoral devrait intervenir à la fin du mois, conformément aux dispositions légales prévoyant l'appel aux électeurs 90 jours avant la date du scrutin. Cette étape donnera officiellement le coup d'envoi du processus électoral et permettra notamment l'ouverture des opérations de révision exceptionnelle des listes électorales ainsi que la réception des dossiers de candidature. Au-delà de l'organisation matérielle du scrutin, c'est surtout la capacité de l'ANIE à restaurer la fluidité et la confiance dans le processus électoral qui sera scrutée. Pour Saad Arous, la première échéance à la tête de l'instance sera donc l'occasion de montrer que les enseignements des dernières législatives ont bien été tirés et que les mêmes difficultés ne se reproduiront pas lors des prochaines élections locales.

Y. R.

Le président Tebboune reçoit Saad Arous, le nouveau
président de l'ANIE

Selon un communiqué de la présidence de la République, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a reçu hier Saad Arous, le nouveau président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE). Cette audience fait suite à la passation de pouvoir au sein de l'institution, officialisant ainsi la nomination de M. Arous. En effet, par décret présidentiel, Abdelmadjid Tebboune a désigné Saad Arous pour diriger l'ANIE, succédant à Karim Khalfan qui assurait la présidence par intérim.



GUERRES NARRATIVES ET DÉSINFORMATION
L'ONJA ouvre le débat

La première édition de l'Université d'été de l'Organisation nationale des journalistes algériens (ONJA), prévue à Oran du 27 au 29 août, intervient dans un contexte médiatique marqué par de profondes mutations et une circulation accélérée de l'information. Cette rencontre revêt, à ce titre, une importance particulière, alors que les médias nationaux sont appelés à renforcer leur capacité à produire un récit propre et crédible, notamment face aux guerres narratives et aux campagnes de désinformation. À la veille de cette rencontre, le président de l'ONJA, Slimane Abdouche, a souligné, dans un entretien accordé au quotidien El Khabar, la responsabilité accrue qui incombe aujourd'hui aux médias nationaux face aux transformations du paysage médiatique mondial. Il a appelé, dans ce contexte, à consolider le professionnalisme, à renforcer la conscience médiatique et à doter les journalistes des outils nécessaires pour faire face aux nouvelles formes de confrontation informationnelle, dans le respect de l'in-

térêt national et de la préservation de la mémoire et de la conscience collectives. Le choix du slogan « Les médias nationaux face aux guerres narratives » pour cette première édition traduit, selon lui, les changements profonds qui ont bouleversé l'environnement dans lequel évolue désormais le journaliste. Celui-ci ne travaille plus exclusivement dans le cadre traditionnel des rédactions, mais évolue dans un espace numérique ouvert, caractérisé par une circulation instantanée et massive des contenus, où informations vérifiées, fausses nouvelles et récits orientés se côtoient en permanence. Pour Slimane Abdouche, les guerres narratives ne se limitent pas à la propagation de fausses informations. Elles cherchent surtout à influencer la perception du public et à façonner des représentations globales autour d'événements, de questions, d'États, d'institutions ou encore de sociétés. Cette évolution impose aux médias nationaux d'occuper cet espace de manière permanente et profession-

nelle, en produisant des contenus fiables, fondés sur les faits, la vérification et une bonne compréhension des contextes. Le président de l'ONJA a également relevé que les médias constituent désormais l'un des instruments du « soft power » des États. Ils participent à la présentation de leur image, à l'explication de leurs positions et de leurs politiques, mais aussi à leur rayonnement et à leur influence à l'étranger. Dans cette perspective, le journaliste professionnel est appelé à jouer un rôle central dans la diffusion d'informations précises, l'analyse des contextes régionaux et internationaux et la présentation d'une image fidèle de l'Algérie. L'Algérie dispose, a-t-il estimé, de compétences humaines et professionnelles capables de contribuer à la construction d'un récit national solide. La valorisation de ces compétences nécessite toutefois un effort permanent, une capacité de réaction rapide face à l'actualité et la production d'un contenu de qualité, reposant sur les faits, la réalité, la mémoire nationale et les règles fon-

damentales de l'exercice journalistique. Au-delà de la question des guerres narratives, l'Université d'été ambitionne ainsi de constituer un espace de formation, d'échange d'expériences et de débat autour de l'avenir du journalisme algérien. Son programme prévoit plusieurs thématiques consacrées aux médias et à la diplomatie médiatique, à la responsabilité éthique face à la désinformation, aux guerres narratives, à la vérification de l'information ainsi qu'aux pratiques professionnelles et aux enjeux de la formation. Des journalistes professionnels et des experts des médias et de différents domaines liés à l'influence de l'information sur le public participeront à l'encadrement de cette rencontre. L'objectif est de favoriser une réflexion collective sur les moyens permettant aux médias algériens de mieux s'adapter aux mutations de l'espace informationnel et de renforcer leur capacité à produire un contenu crédible, réactif et capable de porter le récit national.

R. N.

IMMATRICULATION DES VÉHICULES

Le nouveau système informatique national évalué

« Le nouveau système numérique d'immatriculation doit constituer un véritable levier de modernisation du service public, en contribuant à simplifier les procédures et à rapprocher davantage l'administration du citoyen.

Le ministre de l'Intérieur a appelé à traiter avec célérité et efficacité les difficultés techniques actuellement rencontrées, de manière à garantir la continuité du service et à éviter toute perturbation susceptible de pénaliser les citoyens dans l'accomplissement de leurs démarches administratives. Le ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports, Saïd Sayoud, a présidé hier une réunion de travail avec les directeurs de la réglementation et des affaires générales de plusieurs wilayas, consacrée à l'évaluation du nouveau système informatique national d'immatriculation des véhicules et à l'examen des difficultés rencontrées dans sa mise en œuvre, a indiqué un communiqué du ministère. À cette occasion, le ministre a insisté sur la nécessité d'établir un diagnostic précis des différents dysfonctionnements et insuffisances constatés

au niveau du système, tout en proposant des solutions efficaces permettant de prendre en charge les préoccupations exprimées par les citoyens.

M Sayoud a également souligné l'importance de conjuguer les efforts des services centraux et locaux et de renforcer la coordination ainsi que la complémentarité entre les différentes structures concernées. Il a, dans ce cadre, appelé à mobiliser l'ensemble des moyens et ressources nécessaires afin d'assurer un service public répondant davantage aux attentes des usagers.

Le ministre a, par ailleurs, préconisé la tenue de réunions périodiques entre les services centraux et locaux. Ces rencontres devront permettre d'identifier les problèmes et préoccupations enregistrés sur le terrain, de suivre leur prise en charge et de dégager les solutions appropriées dans les meilleurs délais.



Selon les orientations données lors de cette réunion, le nouveau système numérique d'immatriculation doit constituer un véritable levier de modernisation du service public, en contribuant à simplifier les procédures et à rapprocher davantage l'administration du citoyen. Le ministre a ainsi appelé à traiter

avec célérité et efficacité les difficultés techniques actuellement rencontrées, de manière à garantir la continuité du service et à éviter toute perturbation susceptible de pénaliser les citoyens dans l'accomplissement de leurs démarches administratives. Ces orientations s'inscrivent dans le cadre des efforts

engagés par le ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et des Transports pour améliorer les performances des services numériques liés à l'immatriculation des véhicules et renforcer l'efficacité de l'administration dans la prise en charge des préoccupations des citoyens. **M. KA**

72 FOYERS ENREGISTRÉS EN 24H

64 incendies totalement maîtrisés

Soixante-douze incendies ayant touché la végétation, les récoltes agricoles, les palmaraies et les meules de foin ont été enregistrés à travers plusieurs wilayas du pays en 24 heures, selon le bilan de la Protection civile arrêté ce mercredi à 7h00, précisant que parmi ces sinistres, 64 ont été complètement éteints, tandis que huit foyers demeuraient encore actifs.

La wilaya d'El Tarf compte deux foyers, tout comme Jijel. Un incendie est également signalé dans chacune des wilayas de Batna, Tébessa, Constantine et Sétif. Les opérations d'extinction se poursuivent avec la mobilisation de moyens humains et matériels importants afin de contenir les flammes et d'éviter leur propagation.

À Jijel, où la situation demeure particulièrement suivie, deux incendies sont toujours actifs. Le premier s'est déclaré dans la commune d'Ouled Yahia Khadrache. La présence de

vents forts et la proximité de plusieurs habitations ont conduit les services concernés à procéder, par mesure de précaution, à l'évacuation de plusieurs familles. Le feu reste actif et les opérations d'extinction se poursuivent avec d'importants moyens déployés sur place.

Un second incendie est signalé dans la commune de Chekfa. Le feu demeure en cours, mais ne présente actuellement aucun danger particulier pour les populations. Les équipes de lutte contre les incendies poursuivent leurs interventions afin de venir à bout du foyer.

À El Tarf, deux foyers sont également suivis par les équipes de la Protection civile. Dans la commune d'Aïn El Karma, un incendie qui s'est déclaré durant la nuit de mardi à mercredi connaît actuellement une évolution favorable. Les opérations d'extinction se poursuivent avec les moyens nécessaires mobilisés sur le terrain. Dans la commune de Bouteldja, le feu est en net recul et ne présente pas de danger.

La situation évolue également favorablement dans plusieurs autres wilayas. À Batna, l'incendie enregistré dans la commune de Merouana, au lieu-dit Djebel Messaouda, a fortement diminué après la baisse de la vitesse des vents et la poursuite des opérations d'extinction avec les moyens mobilisés.

À Tébessa, le foyer déclaré dans la commune d'El Hammamet a également perdu en intensité. Les opérations se poursuivent néanmoins avec la mobilisation de tous les moyens nécessaires pour assurer son extinction complète. Le bilan de la Protection civile intervient dans un contexte marqué par des conditions météorologiques susceptibles de favoriser la propagation rapide des feux, notamment en présence de vents.

Les équipes restent ainsi mobilisées sur les différents foyers encore actifs, avec pour priorité la protection des populations, des habitations et des espaces agricoles et forestiers. ■

Le DG des forêts participe en Mongolie à la COP17 sur la désertification

Le Directeur général des forêts, Djamel Touahria, a participé, du 24 au 26 août, aux travaux de la 17^e session de la Conférence des Parties (COP17) de la Convention des Nations unies sur la lutte contre la désertification (CNULCD), tenue à Oulan-Bator (Mongolie), indique mercredi un communiqué de la Direction générale des forêts (DGF). Lors de la session de haut niveau, en présence d'un représentant du ministère des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, M. Touahria a prononcé une allocution sur le thème « des mécanismes de financement innovants pour des terres saines et résilientes face à la sécheresse ».

« L'Algérie a fait de l'investissement dans les terres et les ressources en eau une priorité nationale constante », a-t-il indiqué, mettant en avant le projet du Barrage vert, relancé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avec des dimensions environnementales, économiques et sociales. Ce projet constitue, a-t-il dit, « un modèle à suivre en matière de mobilisation des ressources financières pour la mise en valeur des terres et la lutte contre la désertification ». Après avoir souligné que la question du financement de la lutte contre la désertification, la dégradation des sols et la sécheresse à travers le monde devrait être traitée « comme une priorité, au regard du déficit de financement mondial », M. Touahria a insisté sur le développement de mécanismes de financement « plus efficaces et plus flexibles au service des objectifs de la Convention ».

A noter que le ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, représenté par la DGF, est le point focal national de la CNULCD en Algérie.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

34 morts et 2013 blessés en une semaine



34 personnes sont décédées et 2013 autres ont été blessées dans 1542 accidents de la route survenus durant la période allant du 16 au 22 août à travers le territoire national, a indiqué hier un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le

bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Naâma avec 7 morts et 40 blessés dans 9 accidents de la circulation, précise la même source.

Dans le cadre du dispositif de surveillance des plages, la Protection civile a effectué 8729 in-

terventions ayant permis de sauver 6457 personnes de la noyade, de prodiguer des soins de première urgence à 1934 autres et d'évacuer 329 personnes vers les structures sanitaires locales, ajoute le bilan, déplorant toutefois le décès par noyade en mer de 11 personnes et 5 autres dans des réserves d'eau.

Durant la même période, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 2411 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (197 incendies), Sétif (109) et Annaba (105). En outre, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 253 incendies du couvert végétal dans plusieurs wilayas du pays, selon la même source.

Pour ce qui est des opérations diverses, les secours de la Protection civile ont effectué 5954 interventions pour le sauvetage de 407 personnes en situation de danger et exécuté 5007 opérations diverses d'assistance. ■

ÉCONOMIE VERTE

Le PNUD accompagne 20 entreprises algériennes dans leur transition durable

Le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en Algérie lance un appel à candidatures destiné aux micro, petites et moyennes entreprises (MPME) ainsi qu'aux start-up algériennes engagées dans l'innovation et la croissance durable.



FATIHA A.

Le PNUD Algérie poursuit ses efforts en faveur de l'entrepreneuriat durable et de la transition vers une économie plus respectueuse de l'environnement. Dans ce cadre, l'organisation a annoncé le lancement des candidatures à son Projet d'Accélérateur de Croissance Verte et d'Emploi (GGJAP), un programme conçu pour renforcer les capacités des entreprises algériennes et soutenir leur évolution vers des modèles économiques plus verts et circulaires. À travers son Projet d'Accélérateur de Croissance Verte et d'Emploi (GGJAP), le PNUD ambitionne d'accompagner une première cohorte de 20 entreprises dans leur transition vers une économie plus verte, résiliente et créatrice d'emplois. Pour cette première étape, 20 entreprises algériennes seront sélectionnées afin de bénéficier d'un accompagnement intensif de cinq mois. L'objectif est de leur permettre de consolider leur stratégie de développement, d'améliorer leur compétitivité et d'identifier de nouvelles opportunités liées à l'économie verte, à l'innovation et à la création d'emplois durables. Les entreprises retenues auront accès à un dispositif d'accompagnement diversi-

fié, combinant notamment conseil stratégique personnalisé, mentorat de haut niveau et formations spécialisées. Le programme prévoit également une mise en relation avec un réseau d'experts, d'investisseurs et de partenaires susceptibles de contribuer au développement des projets accompagnés. Au-delà de l'appui technique, le GGJAP vise ainsi à aider les entreprises participantes à mieux intégrer les principes de durabilité dans leurs activités, à développer des solutions innovantes et à renforcer leur capacité à répondre aux nouvelles exigences liées à la transition écologique. Le programme accorde une attention particulière aux entreprises qui démontrent un engagement concret en faveur de l'économie verte et de l'économie circulaire, deux leviers considérés comme essentiels pour favoriser une croissance durable et générer de nouvelles opportunités économiques. Pour pouvoir participer à cet accélérateur, les entreprises candidates doivent répondre à plusieurs conditions. Elles doivent notamment être une MPME ou une start-up enregistrée en Algérie, justifier d'au moins deux années d'activité et disposer d'une équipe composée d'au moins quatre personnes. Les candidats doivent également démontrer leur engagement en faveur de l'éco-

nomie verte et circulaire, un critère central du programme qui entend privilégier les initiatives susceptibles d'avoir un impact positif à la fois sur l'environnement et sur l'emploi. Le GGJAP est déployé en partenariat avec le ministère de l'Économie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, avec le soutien du Programme de partenariat dano-arabe (DAPP) et du ministère des Affaires étrangères du Danemark. À travers cette initiative, les partenaires souhaitent contribuer au renforcement de la compétitivité du tissu entrepreneurial algérien, tout en encourageant l'émergence de solutions innovantes répondant aux enjeux environnementaux. Le projet s'inscrit ainsi dans une dynamique visant à rapprocher davantage l'entrepreneuriat, l'innovation et les impératifs de la transition écologique. Pour les MPME et start-up sélectionnées, l'accompagnement proposé pourrait également constituer une opportunité d'élargir leurs réseaux professionnels, d'accéder à de nouvelles expertises et de mieux préparer leur développement sur un marché de plus en plus orienté vers la durabilité. «Les entreprises intéressées sont invitées à déposer leur candidature avant le 30 août 2026», indique le PNUD.

Transport aérien

Air Algérie renforce son réseau européen avec une nouvelle liaison vers Berlin

Air Algérie s'apprête à renforcer son réseau de destinations européennes avec l'ouverture d'une nouvelle liaison reliant Alger à Berlin, la capitale allemande. Cette nouvelle desserte offrira aux voyageurs algériens une option supplémentaire pour se rendre directement dans l'une des principales capitales européennes.

La compagnie aérienne a annoncé, dans sa page officielle facebook, cette nouvelle destination à travers une campagne promotionnelle invitant les voyageurs à découvrir Berlin, une ville qui conjugue histoire, culture et modernité et qui attire chaque année des visiteurs, des touristes ainsi que des hommes d'affaires venus des quatre coins du monde.

Les vols sur la ligne Alger-Berlin et Berlin-Alger permettront aux passagers de rejoindre directement la capitale allemande, sans avoir à transiter par d'autres aéroports européens. Cette liaison constitue ainsi une nouvelle alternative pour les voyageurs souhaitant se rendre en Allemagne ou poursuivre leur voyage vers d'autres destinations. Berlin figure parmi les principaux pôles politiques, économiques et culturels d'Europe. La capitale allemande est également réputée pour ses monuments historiques, ses musées et la richesse de sa scène culturelle. Autant d'atouts qui en font une destination prisée aussi bien par les touristes que par les voyageurs se déplaçant pour des raisons professionnelles ou dans le cadre de leurs études.

F.A.

Hydrogène vert

L'AHK Algérie publie un guide pour les investisseurs

La Chambre Algéro-Allemande de Commerce et d'Industrie, l'AHK Algérie, met à la disposition des entreprises et investisseurs un nouveau guide d'investissement consacré à l'hydrogène vert et aux applications Power-to-X (Pt-X) en Algérie. Publié le 20 août, ce document présente les principales opportunités offertes par ce secteur stratégique, ainsi que le cadre juridique, fiscal et les mécanismes d'accompagnement disponibles.

«Le guide met en avant les atouts de l'Algérie, notamment son important potentiel solaire et éolien, sa position géographique à proximité du marché européen et ses infrastructures énergétiques existantes. Il s'adresse particulièrement aux acteurs industriels, développeurs de projets et investisseurs allemands et européens souhaitant explorer les perspectives offertes par la transition énergétique en Algérie», indique l'AHK Algérie dans sa page officielle facebook.

Le document fournit également des informations pratiques sur les conditions d'implantation, la réglementation, la fiscalité, les incitations à l'investissement et les mécanismes de financement, tout en identifiant les principaux défis liés au développement de projets d'hydrogène et de Power-to-X. Cette initiative intervient alors que l'Algérie cherche à structurer une nouvelle filière autour de l'hydrogène vert, avec l'ambition de soutenir la décarbonation de son industrie et de développer de nouvelles chaînes de valeur et opportunités d'exportation vers l'Europe. Le guide s'inscrit ainsi dans le renforcement de la coopération algéro-allemande dans le domaine de la transition énergétique.

F.A.

LIGNE MINIÈRE- EST

Les travaux **avancent** sur plusieurs tronçons à Souk Ahras et Tébessa

Les travaux de réalisation de la ligne minière Est, reliant le port d'Annaba aux gisements de phosphate de Bled El Hadba et de Djebel El Onk, connaissent une avancée notable, notamment au niveau des tronçons situés dans les wilayas de Souk Ahras et de Tébessa. Selon l'Agence Nationale d'Etudes et de Suivi de la Réalisation des Investissements Ferroviaires (Anesrif) dans la wilaya de Souk Ahras, les travaux entrent dans leur phase finale sur le tronçon reliant Drea à Oued Kebrit, sur une longueur de 30 kilomètres. Ce segment constitue l'une des composantes de la ligne minière Est destinée à assurer la liaison ferroviaire entre le complexe portuaire d'Annaba et les importantes

zones minières de l'Est du pays.

Selon les éléments communiqués, l'avancement est particulièrement visible dans les opérations de pose, de fixation et de nivellement de la voie ferrée, après l'achèvement des travaux relatifs aux ouvrages d'art et aux différentes infrastructures techniques nécessaires à la réalisation de la voie.

Ces opérations devraient permettre de poursuivre la finalisation de ce tronçon et d'améliorer progressivement la disponibilité et la fonctionnalité du tracé, considéré comme un élément important de la stratégie nationale de développement du secteur minier et du transport ferroviaire des produits miniers.

Parallèlement, les travaux se poursuivent également au niveau du tronçon de contournement de la ville de Tébessa – Tnoukla, sur une longueur de 43 kilomètres. Ce segment s'inscrit lui aussi dans le cadre du projet de la ligne minière Est reliant Annaba à Bled El Hadba.

Les travaux réalisés sur ce tronçon progressent vers leur achèvement, contribuant ainsi à renforcer la continuité du réseau ferroviaire dans la région et à rapprocher le projet de sa mise en exploitation complète.

D'une longueur globale de 422 kilomètres, la ligne minière Est traverse quatre wilayas et constitue un projet structurant pour le développement de l'activité minière dans l'Est algérien.

Elle doit notamment permettre d'améliorer l'acheminement du phosphate depuis les gisements de Bled El Hadba et de Djebel El Onk vers le port d'Annaba, tout en renforçant les capacités logistiques et ferroviaires nécessaires à la valorisation et à l'exportation des ressources minières nationales.

La progression des travaux sur les différents tronçons traduit ainsi l'accélération de la réalisation de cette infrastructure stratégique, appelée à jouer un rôle majeur dans le développement de la filière phosphate et dans le renforcement des infrastructures de transport dédiées au secteur minier.

F.A.

GESTION DE LA DEMANDE ÉNERGÉTIQUE

Les grands **consommateurs** de gaz au centre des discussions

FATIHA A.

«Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Dr Mourad Adjal, et le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, ont présidé, hier, une réunion de coordination au siège du ministère de l'Énergie et des Énergies renouvelables, en présence de plusieurs cadres des deux départements ministériels», indique un communiqué du ministère de l'énergie. Cette rencontre qui s'inscrit dans la volonté des pouvoirs publics d'améliorer l'efficacité énergétique et d'optimiser l'utilisation des ressources énergétiques nationales. Cette rencontre a été consacrée à l'examen et à la discussion du dossier relatif à la gestion de la demande des grands consommateurs d'énergie gazière au niveau national, considéré comme un dossier à la fois stratégique et à forte dimension économique et développementale. Les discussions ont notamment porté sur les mécanismes permettant de mieux encadrer et gérer la demande énergétique des grands consommateurs, dans l'objectif de renforcer l'efficacité des politiques publiques dans le secteur de l'énergie et de favoriser une consommation plus rationnelle des ressources disponibles. La réunion a également constitué une occasion pour les responsables et cadres des deux ministères d'échanger leurs points de vue sur les moyens susceptibles d'améliorer les indicateurs d'efficacité énergétique. Cette démarche vise à favoriser une utilisation optimale des ressources énergétiques nationales, tout en tenant compte des exigences liées au développement économique et social durable. La gestion de la demande énergétique constitue, dans ce contexte, un levier important pour parvenir à une meilleure adéquation entre les besoins des différents secteurs de l'économie et les capacités énergétiques disponibles. Elle permet également d'agir sur les modes de consommation, notamment auprès des grands

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, et le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, ont tenu, hier, une réunion de coordination consacrée notamment à la gestion de la demande des grands consommateurs de gaz à l'échelle nationale.



utilisateurs de gaz, afin de limiter les usages inefficaces et d'améliorer la performance énergétique. Les participants ont, par ailleurs, souligné l'importance de renforcer les mécanismes de gestion de la demande d'énergie, compte tenu de leur rôle dans la consolidation de la sécurité énergétique nationale à moyen et long termes. Une meilleure maîtrise de la consommation doit ainsi contribuer à préserver les ressources énergétiques nationales et à garantir leur utilisation

de manière plus efficiente. Elle représente également un facteur de soutien à la croissance économique, particulièrement dans un contexte marqué par l'augmentation des besoins énergétiques des différents secteurs d'activité. La coordination entre les secteurs de l'Énergie et des Hydrocarbures apparaît ainsi comme un élément essentiel pour assurer une gestion cohérente de la demande, notamment en matière de consommation gazière. L'objectif est de parvenir

à un usage plus rationnel et plus performant des ressources disponibles, tout en accompagnant les besoins de développement du pays. À travers cette réunion, les deux départements ministériels réaffirment ainsi l'importance accordée à la maîtrise de la demande énergétique, à l'amélioration de l'efficacité des usages et à l'optimisation des ressources nationales, des axes appelés à jouer un rôle croissant dans la consolidation de la politique énergétique de l'Algérie.

Le prix de l'or **se redresse**, les investisseurs suivent la prochaine étape de la Fed

Le prix de l'or mondial s'est refroidi après avoir atteint un sommet de 3 mois, tandis que les investisseurs se tournent vers l'inflation américaine et le message de la Fed. Le prix de l'or mondial a baissé lors de la séance de négociation du 26 août, la forte hausse récente montrant des signes de stagnation. Les investisseurs se tournent vers les données sur l'inflation américaine et le discours du président de la Fed, Kevin Warsh, pour évaluer les perspectives de taux d'intérêt, selon le site laodong. Hier, à 15h14, heure vietnamienne, le prix de l'or au comptant a baissé de 0,70%, à 4 626,18 USD/once. Pendant ce temps, le prix de l'or à terme pour livraison en décembre a baissé de 0,27%, à 4 681,75 USD/once. Auparavant, le prix de l'or avait fortement augmenté lors des dernières séances et avait atteint son plus haut niveau depuis le 14 mai lors de la séance du 25 août. La dynamique de hausse a été soutenue par la nouvelle annonce du département du Trésor américain concernant le rachat d'obligations d'État à long terme, ce qui a fait baisser les rendements obligataires et stimulé la demande d'or. Cependant, après une forte série de hausses, le marché montre des signes de prudence accrue. Nikos Tzabouras - analyste de marché senior chez Tradu.com - estime que la dynamique de hausse de l'or montre des signes de prolongation excessive technique, tandis que les investisseurs passent à un état de prudence face à une série d'événements susceptibles de façonner la prochaine tendance du métal précieux. Le point central à court terme est le rapport sur



l'indice des prix à la consommation des particuliers (PCE) des États-Unis en juillet, qui devrait être publié le 26 août. Il s'agit d'une mesure de l'inflation que la Fed suit de près dans le processus de planification de la politique monétaire. Après une forte hausse, l'évolution de l'or dans les prochaines séances dépendra considérablement des données PCE et des messages politiques de la Fed. Si l'inflation montre des signes de refroidissement et que le président de la Fed envoie un signal doux, l'or pourrait continuer à

recevoir un soutien. Inversement, un message plus ferme de la Fed pourrait stimuler le dollar américain et les rendements obligataires, exerçant une pression sur les métaux précieux. Sur le marché des métaux précieux, le prix de l'argent au comptant a augmenté de 0,04%, à 68,62 USD/once. Le prix du platine a augmenté de 0,20%, à 1 865,70 USD/once, tandis que le palladium a augmenté de 0,59%, à 1 341 USD/once.

R.E.

Energie

Adjal préside une réunion consacrée au suivi des dossiers de Sonelgaz et à la rentrée sociale

Le ministre de l'Énergie et des Énergies renouvelables, Mourad Adjal, a présidé, mercredi à Alger, une réunion consacrée au suivi d'un nombre de dossiers liés à l'activité du secteur de l'énergie, notamment les dossiers de gestion au niveau du groupe Sonelgaz et les préparatifs de la rentrée sociale 2026-2027, indique un communiqué du ministère, selon l'APS. Cette réunion, tenue en présence de cadres centraux et de responsables principaux du groupe Sonelgaz, a porté sur un nombre de dossiers inscrits à l'ordre du jour, ainsi que sur le suivi des dossiers de partenariat et de coopération extérieure, ajoute la même source. La rencontre a également permis de passer en revue l'état de mise en œuvre des orientations et recommandations issues des réunions précédentes, et de faire le point sur les mesures prises concernant les dossiers en cours de suivi. Dans ce cadre, le ministre a donné une série d'instructions visant à garantir une prise en charge efficace des dossiers soulevés et à accélérer le rythme de traitement des procédures y afférentes, tout en insistant sur le renforcement de la coordination entre les différentes structures et les établissements concernés. M. Adjal a, en outre, souligné la nécessité de poursuivre le suivi rigoureux des préparatifs de la prochaine rentrée sociale, de manière à garantir la réalisation des engagements et des objectifs définis dans ce domaine.

R.E.

NOUVEAU PÔLE RÉSIDENTIEL DE TILMOUNI(SIDI BEL-ABBES)

Inauguration de plusieurs projets

Des projets de développement et d'équipements ont été inaugurés ou lancés en travaux lundi dernier, au niveau du nouveau pôle résidentiel de la commune de Tilmouni, wilaya de Sidi Bel-Abbes, dans le cadre du renforcement des infrastructures et de l'accompagnement de l'expansion urbaine que connaît la région.



Le wali, Kamel Hadji, a supervisé l'inauguration de structures éducatives et sanitaires, ainsi que le lancement de nouveaux projets dans les domaines de la sécurité et de l'éducation, dans le prolongement du programme des festivités commémorant la Journée nationale du Moudjahid, correspondant au double anniversaire des offensives du Nord constantinois et de la tenue du Congrès de la Soummam (20 août 1955-1956). Dans le secteur de l'Education nationale, le responsable de l'exécutif de la wilaya a inauguré l'école primaire «Moudjahid défunt En-nouri Bouguenaïa», située au niveau du site résidentiel de 2.060 logements, où il a inspecté les différentes installations et équipements.

Il a également procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation de trois nouveaux établissements scolaires, comprenant deux écoles primaires (type 2), situées au niveau des axes routiers de Sfisef, sur les sites de 360+1.800 logements et 500+1.200 logements, ainsi qu'un nouveau collège. A cette occasion, le wali a donné des instructions pour accélérer le rythme des travaux et renforcer les chantiers en moyens matériels et humains nécessaires, afin de garantir l'achèvement et la livraison des projets dans les délais impartis, en prévision de la prochaine rentrée scolaire. Dans le secteur de la santé, une polyclinique a été inaugurée au niveau du même pôle résidentiel. Elle dispose de plusieurs unités et services, notamment

les urgences médicales, deux laboratoires d'analyses médicales, une unité de maternité et de vaccination, un service dentaire, la réanimation, la médecine générale et la radiologie. Cette structure devrait contribuer à renforcer la couverture sanitaire et à rapprocher les services de soins des citoyens. Dans le domaine de la sécurité, la première pierre d'un siège de brigade territoriale de la Gendarmerie nationale a été posée au niveau du site de 3.300 logements, afin de renforcer la couverture sécuritaire et de consolider la sécurité et la tranquillité publiques dans ce pôle urbain. Il a été également insisté sur la nécessité d'achever le projet et de le livrer dans les délais contractuels fixés.

GUELMA

Travaux d'entretien de cinq chemins de wilaya

Des travaux d'entretien et d'aménagement de cinq chemins de wilaya ont été lancés à Guelma depuis le début de l'année en cours en vue d'éliminer des points noirs et renforcer la sécurité du trafic sur ces axes, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale des Travaux publics. La chargée de l'entretien des routes à cette direction, Mme Amel Allout, a indiqué que les projets lancés début 2026 dans le cadre du programme d'entretien des routes de la wilaya incluent des actions d'entretien et de revêtement en béton bitumineux, de correction des virages, de traitement des glissements et d'élimination de points noirs présentant des risques pour les véhicules. La même source a précisé que les travaux ont concerné le chemin de wilaya CW-133 entre la commune de Tamelouka et les limites de la wilaya de Constantine sur 11 km, le CW-19 reliant la route nationale RN-20 au village Oued El Maleh dans la commune de Hammam N'baïl sur 2 km, le CW-162 reliant le chef-lieu de wilaya à la commune de Bendjerah sur 3 km. Le programme d'entretien des chemins de wilaya a concerné également le traitement des glissements de terrain sur le CW-27 reliant les deux communes de Bouhamdane et Bordj Sabath sur 3 km, la réhabilitation du CW-122 reliant les deux communes de Roknia et Hammam Debagh avec la correction de deux virages, a indiqué la responsable. Le réseau routier de la wilaya de Guelma est constitué de 14 chemins de wilaya totalisant plus de 421 km, 8 axes de routes nationales et de plus de 2.000 km de chemins communaux et routes non-clas-sées.

OULED DJELLAL

Ouverture de 11 nouveaux établissements scolaires

Au total, onze (11) nouveaux établissements scolaires seront ouverts dans la wilaya d'Ouled Djellal pour la prochaine rentrée des classes, a-t-on appris, lundi, auprès du directeur des équipements publics, Hamza Salem. Le même responsable a précisé qu'il s'agit de six (6) écoles primaires à Ouled Djellal, Sidi Khaled, Satta-Est et Satta-Ouest (commune de Doucen) et à Bir Naâm (commune d'Ech-Chaïba). Quatre (4) collèges d'enseignement moyen (CEM) ouvriront également leurs portes dans les communes de Besbes, d'Ech-Chaïba, d'Ouled Djellal et de Sidi Khaled, ainsi qu'un lycée de 1.000 places pour les lotissements sociaux du chef-lieu de wilaya, selon la même source. La rentrée scolaire 2026-2027 sera également marquée par la mise en service du siège de la direction de l'éducation, de cinq (5) demi-pensions et de sept (7) aires de jeux pour le palier moyen, selon M. Salem qui a affirmé que l'ouverture des nouveaux établissements permettra d'améliorer les conditions de scolarisation des élèves et d'alléger la pression sur les autres structures scolaires de la wilaya.

TINDOUF

Réception prévue de cinq nouveaux établissements scolaires

Le secteur de l'éducation dans la wilaya de Tindouf sera renforcé, en prévision de la prochaine rentrée scolaire, par la réception de cinq nouveaux établissements scolaires, en plus de l'achèvement des travaux d'aménagement de trois écoles primaires, a-t-on appris lundi auprès des services de la wilaya. Dans ce cadre, le wali de Tindouf, Dahou Mustapha, accompagné du président par intérim de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), en présence du secrétaire général de la wilaya, des directeurs des secteurs concernés et des membres de la cel-

lule de suivi des projets, a effectué une visite de terrain pour s'enquérir de l'état d'avancement des travaux et s'assurer de la disponibilité de ces infrastructures en prévision de la prochaine rentrée scolaire. Les cinq nouveaux établissements dont la réception est prévue sont un lycée et un collège d'enseignement moyen (CEM) dans le quartier El-Karama, un autre CEM et une école primaire dans le quartier El-Hikma, ainsi qu'une école primaire dans le quartier El-Moustakbal. Le wali a égale-

ment inspecté les travaux d'aménagement des écoles primaires «Chaâbane Rebbani», «Belila Mohamed» et «Fadila Saâdane», où il s'est enquis de l'état d'avancement des travaux et de la qualité de leur réalisation. Au cours de cette visite, le wali de Tindouf a insisté sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux et d'intensifier la cadence de réalisation, tout en veillant au respect de la qualité des ouvrages, afin de garantir une rentrée scolaire dans de bonnes conditions, selon la même source.

TISSEMSILT

Collecte de plus de 516.000 quintaux de céréales

La wilaya de Tissemsilt a enregistré, au terme de la campagne de moisson-battage, une production de 516.400 quintaux de différentes variétés de céréales, soit plus du double de celle de la saison précédente, qui s'était établie à 196.000 quintaux, at-on appris mardi auprès de la Direction des services agricoles (DSA) de la wilaya. La cheffe du service de la production et du soutien agricole, Fatiha Baghda, a indiqué dans une déclaration à l'APS que cette quantité, collectée

au niveau des centres de stockage pertinent de la Coopérative des céréales et des légumes secs (CCLS) de la wilaya, a été produite sur une superficie consacrée aux céréales au-delà de 45.000 hectares. La même responsable a attribué cette augmentation de la production céréalière aux importantes retenues dans la région. Le blé dur arrive en tête des quantités réparties avec 413.000 quintaux, suivi de l'orge avec plus de 94.491 quintaux et du blé tendre avec 8.333 quintaux. La quantité d'avoine a, quant à elle at-

teint, près de 500 quintaux, a précisé la même responsable. Mme Baghda a souligné que la campagne de moisson-battage s'était déroulée dans de bonnes conditions organisationnelles et opérationnelles, grâce à la mobilisation des moyens et ressources nécessaires ainsi qu'à la conjugaison des efforts des différents services et organismes concernés, notamment les agriculteurs et les professionnels du secteur à travers la wilaya. Dans le cadre du renforcement des capacités de stockage des récoltes, la wilaya a également rete-

nu, cette année, de la mise en service de six centres de stockage de proximité des céréales, d'une capacité de 50.000 quintaux chacun, sur les sept entrepôts qui lui ont été attribués. Ces nouvelles infrastructures ont contribué à renforcer les capacités de stockage et à améliorer les conditions de conservation des récoltes agricoles conformément aux normes techniques modernes et sécurisées, tout en se rapprochant des structures de stockage des agriculteurs, selon la même source.

COMPOSTAGE DOMESTIQUE

Comment réduire ses déchets et enrichir naturellement ses plantes

PAR AMEL B

Et si les épluchures ne finissaient plus à la poubelle, mais retournaient à la terre pour nourrir vos plantes ? Épluchures de légumes, marc de café, feuilles mortes, fleurs fanées... Ces petits déchets du quotidien peuvent devenir une ressource précieuse grâce au compostage. Et contrairement à une idée répandue, il n'est pas nécessaire d'avoir un grand jardin pour commencer : un balcon, une terrasse ou même quelques plantes en appartement peuvent suffire.

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), environ 1,05 milliard de tonnes de nourriture ont été gaspillées dans le monde en 2022, dont 60 % provenaient des ménages. Une partie de ces déchets, notamment les parties non comestibles des fruits et légumes, peut être valorisée plutôt que simplement éliminée.

Le compostage est un processus naturel au cours duquel des microorganismes décomposent les matières organiques en présence d'oxygène. Le résultat est une matière stable, riche en matière organique, qui peut être utilisée pour améliorer le sol et favoriser les plantes.

À la maison, il suffit généralement de mélanger des matières humides, comme les épluchures et les restes végétaux, avec des matières plus sèches et carbonées, comme les feuilles mortes, les brindilles, le carton non traité ou le papier non glacé. L'objectif est de maintenir un bon équilibre entre humidité et aération. Un compost trop humide peut manquer d'oxygène et dégager de mauvaises odeurs ; trop sec, il se décompose beaucoup plus lentement.

Le lombricompostage est une solution particulièrement adaptée aux petits espaces. Un lombricomposteur peut être installé à l'intérieur ou sur un balcon, à condition de le protéger des conditions extrêmes. Des vers spécifiques, comme *Eisenia fetida*, transforment progressivement les déchets végétaux en lombricompost. L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) indique que cette méthode nécessite peu d'espace et peut être pratiquée en intérieur comme sur un balcon. Pour quelques plantes aromatiques, fleurs, tomates ou autres végétaux en pots, il n'est d'ailleurs pas nécessaire de produire de grandes quantités. Même un petit système peut créer un mini-cycle naturel : les déchets de cuisine nourrissent le compost, puis le compost retourne aux plantes.

Épluchures, marc de café, feuilles mortes... Les déchets organiques peuvent avoir une seconde vie et devenir de précieux alliés pour les plantes.

**Le compost : un allié pour le sol**

Le compost n'est pas un « engrais miracle ». Son principal intérêt est d'apporter de la matière organique. Selon la FAO, celle-ci joue un rôle essentiel dans la structure du sol, la rétention de l'eau et des nutriments et l'activité des organismes qui y vivent. Un sol enrichi en matière organique peut ainsi mieux retenir l'eau et favoriser la disponibilité progressive de certains nutriments pour les plantes. C'est particulièrement intéressant dans les régions confrontées à la sécheresse ou à des sols pauvres en matière organique. Pour les plantes en pots, cependant, le compost doit être utilisé avec modération. Il ne doit généralement pas remplacer à lui seul le substrat de culture. Mélangé à un substrat adapté, il peut contribuer à créer un environnement plus favorable aux racines. Pas besoin d'être expert pour commencer. Quelques principes suffisent : varier les

matières, équilibrer les déchets humides et secs, maintenir une humidité correcte et assurer une bonne aération. Il est également important de ne pas surcharger le composteur.

Les déchets végétaux comme les épluchures de fruits et légumes, le marc de café, les feuilles mortes et les petits résidus de plantes constituent généralement de bonnes matières premières. La patience est également indispensable. Le compostage prend du temps. Lorsqu'il est suffisamment mûr, le compost devient généralement sombre, friable et dégage une odeur proche de celle de la terre. Il peut alors être utilisé pour enrichir le sol ou accompagner certaines plantations.

Ainsi, une poignée d'épluchures, un peu de matière sèche, quelques bonnes habitudes... et les déchets organiques peuvent commencer une nouvelle vie.

A.B**Tébessa****Ouverture d'une nouvelle auberge de jeunes à Hammamet**

Une nouvelle auberge de jeunesse vient d'ouvrir ses portes dans la commune de Hammamet (Tébessa), a indiqué, mardi, le directeur de la Jeunesse et des Sports (DJS), Mustapha Hamlaoui. Le responsable a précisé, à l'APS, que ce nouvel établissement, d'une capacité de 50 lits, surplombant les montagnes de Youkous, a été baptisé du nom du défunt Moudjahid Ramdani Mohamed benyounés. Selon M. Hamlaoui, cette auberge de jeunes comprend plusieurs espaces de jeux et de loisirs, une cuisine, une salle de restauration, ainsi qu'une cafétéria et un hall d'accueil. Cet espace offre, selon le DJS, un lieu adapté à l'accueil et à l'hébergement des jeunes, ainsi qu'à l'organisation d'activités et de programmes destinés aux jeunes, qu'ils soient éducatifs, culturels, récréatifs ou sportifs.

Australie**L'utilisation des réseaux sociaux remonte chez les moins de 16 ans**

L'utilisation des réseaux sociaux chez les moins de 16 ans en Australie est remontée après son interdiction fin 2025 à cette catégorie de population, selon les données d'une application de contrôle parental diffusées mercredi. Le trafic de ce public avait chuté à l'entrée en vigueur le 10 décembre de cette législation pionnière, qui a déclenché des initiatives similaires ailleurs. Mais il est depuis remonté, parfois à un niveau su-

périeur à avant l'interdiction, selon les données d'une application de contrôle parental. « Ils pourraient accéder à des plateformes via des VPN, ou falsifier leur âge », a expliqué Yasmin London, experte de la sécurité en ligne, dans un communiqué. Mais les restrictions pourraient aussi tout simplement « ne pas fonctionner », a-t-elle prévenu. Selon les autorités, cette interdiction vise à protéger les enfants du harcèlement en ligne et des « algorithmes prédateurs ». En juin, une équipe de chercheurs basée en Australie a toutefois publié une étude qui n'apporte que peu de preuves soutenant l'efficacité de cette mesure, largement décriée par le secteur de la tech.

Tissemsilt**Vers l'ouverture du camp de jeunes de Theniet El Had**

Le camp de jeunes de la commune de Theniet El Had, dans la wilaya de Tissemsilt, devrait être ouvert « prochainement », après l'achèvement à 100% des travaux de réalisation, a-t-on appris lundi auprès de la cellule d'information et de communication de la wilaya. L'opération d'équipement de cette infrastructure à vocation touristique et de jeunesse, placée sous la supervision de la Direction de la jeunesse et des sports de la wilaya, a débuté en prévision de sa mise en exploitation dans les prochains jours. Elle est destinée à accueillir les délégations en visite dans la wilaya à l'occasion de différentes activités et manifestations de jeunesse, locales et nationales. Financé par le Fonds de solidarité et de garantie des collectivités locales, ce projet constitue un nouvel acquis visant à renforcer les capacités d'accueil de la wilaya, en offrant des conditions d'hébergement adaptées aux visiteurs de la région de l'Ouarsenis.

L'infrastructure bénéficie également d'un emplacement privilégié au cœur de la nature caractéristique de la région de Theniet El Had, considérée comme l'une des principales destinations du tourisme de montagne dans la wilaya.

Cette nouvelle structure devrait contribuer à dynamiser le tourisme intérieur et à favoriser l'accueil de davantage de manifestations et d'activités de jeunesse, de scoutisme, culturelles et sportives, ainsi que l'organisation d'excursions et d'autres initiatives susceptibles de renforcer l'activité touristique et de jeunesse dans la région, selon la même source.

Par ailleurs, plusieurs projets à caractère touristique et destinés à la jeunesse se poursuivent dans la wilaya de Tissemsilt. Parmi ces projets figure la réhabilitation de la station thermale de la commune de Sidi Slimane, dont les travaux ont atteint un stade avancé, ainsi que les travaux d'aménagement et de réhabilitation de la zone d'expansion touristique de Sidi Ben Temra, dans la commune de Tissemsilt, chef-lieu de wilaya.

Ces projets devraient contribuer à soutenir l'activité touristique dans la wilaya et à renforcer son attractivité, tout en offrant de nouvelles opportunités aux jeunes et en favorisant la création d'emplois.

VIRUS DU NIL OCCIDENTAL

12 pays européens touchés

Douze pays en Europe ont signalé des cas de virus du Nil occidental cette année, a indiqué récemment le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies (ECDC), plaidant pour le renforcement des mesures de contrôles sur le continent.

Le virus du Nil Occidental (ou West Nile Virus) est un arbovirus principalement transmis par des moustiques pouvant provoquer des atteintes neurologiques chez l'homme. Ses symptômes

ressemblent à ceux de la grippe, mais dans certains cas plus graves, il peut entraîner des comas et des méningites. Parmi les pays concernés figurent l'Albanie, l'Autriche, la France, l'Allemagne, la Grèce, les Pays-Bas, la Macédoine du Nord, la Roumanie et la Serbie, avec 99 régions signalées. « La propagation de la transmission du virus du Nil occidental, de même que celle d'espèces invasives de moustiques montre que l'Europe doit renforcer ses capacités de contrôles

contre les moustiques », a indiqué dans un communiqué Céline Gossner, experte de l'ECDC dans les liés à l'alimentation, l'eau et les zoonoses. « Pour un contrôle efficace des moustiques, nous avons besoin d'une coopération étroite en Europe et d'une approche intégrée qui associe la surveillance des moustiques, la mobilisation des communautés, et des solutions ciblées de lutte incluant l'impact environnemental », a-t-elle ajouté. En Europe, la plupart des infections sur-

viennent entre l'été et l'automne, avec une photo entre juillet et septembre. Selon l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), il n'y a pas de vaccins ni de traitements pour ce virus.

Il y a parallèlement une propagation des moustiques tigres en Europe qui transmettent la dengue et le chikungunya. Ils sont présents dans 16 pays européens, soit le double par rapport à il ya 12 ans, toujours selon l'ECDC.

YÉMEN

Alerte sur le risque de propagation de la poliomyélite

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a mis en garde contre le risque de propagation du poliovirus dérivé d'une souche vaccinale au Yémen et dans la Corne de l'Afrique, dans un contexte marqué notamment par la dégradation des conditions humanitaires et sécuritaires qui entravent l'accès aux vaccins pour des millions d'enfants. Selon le dernier rapport du Comité d'urgence de l'OMS, plus de 4,5 millions d'enfants de moins de 5 ans au Yémen ne bénéficient pas d'une couverture adéquate par le vaccin antipoliomyélique oral, notamment dans les gouvernorats du nord, en raison des difficultés d'accès et des restrictions sécuritaires. Cette situation accroît les risques de propagation du poliovirus dérivé d'une souche vaccinale de type 2, alors que l'OMS classe le Yémen parmi les zones à haut risque de transmission internationale du virus, notamment en direction de la Corne de l'Afrique. Les difficultés ne concernent pas uniquement les campagnes de vaccination. Le transport des échantillons provenant de cas de paralysie flasque aiguë au Yémen se heurte également à des contraintes logistiques qui empêchent leur acheminement aérien dans les délais requis vers les laboratoires pour les analyses et évaluations nécessaires, compliquant davantage la riposte sanitaire et la surveillance du virus. Face à cette situation, l'OMS a appelé à «lever les obstacles sécuritaires qui entravent l'action des équipes de vaccination et à garantir leur accès aux enfants», souligne l'élargissement de la couverture vaccinale comme «le principal moyen de contenir la propagation du virus et de protéger les populations les plus vulnérables». Cette mise en garde intervient alors que le Yémen fait face à une crise humanitaire prolongée qui a fragilisé les services essentiels et imposé de nouvelles contraintes à la capacité du secteur de la santé à atteindre les enfants.

VOLKSWAGEN

Suppression de 50.000 emplois, dont la moitié en Allemagne

Le président du directoire du groupe automobile allemand Volkswagen, Oliver Blume, a annoncé, mardi, un plan social comprenant la suppression de 50.000 emplois, dont environ la moitié concerne les sites industriels en l'Allemagne. Ce deuxième plan social, adopté après celui de 2024, face à la crise qui frappe le premier constructeur automobile européen, a été présenté lors d'une assemblée du personnel au siège du groupe aux dix marques à Wolfsburg (nord). «A ce jour, environ la moitié du besoin d'adaptation concerne l'Allemagne, l'autre partie l'international - au total dans quelque 170 sociétés», a-t-il déclaré. Autre annonce, le directoire continuera, selon lui, «à miser autant que possible» sur des départs volontaires - notamment à la retraite, des accords à l'amiable, ainsi qu'une «politique d'embauche restrictive». «Nous définirons les mesures concrètes en concertation avec les représentants des salariés», a-t-il rassuré, devant quelque 10.000 salariés réunis dans une grande salle. Les syndicats exigent des garanties sur les investissements promis, les futurs modèles et la charge de travail des usines allemandes, accusant la direction de remettre en cause certains engagements pris lors des accords conclus en 2024.

EBOLA EN RD CONGO

L'OMS appelle à une trêve humanitaire de six mois

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a appelé à une trêve humanitaire d'au moins six mois en République démocratique du Congo (RDC), où l'épidémie d'Ebola progresse à un rythme sans précédent, afin de permettre aux équipes médicales d'accéder en toute sécurité aux populations touchées et de contenir la transmission du virus.



Le directeur du bureau régional de l'OMS pour l'Afrique, Mohamed Yakub Janabi, a indiqué que les outils pour combattre Ebola existent, mais une partie des populations touchées reste hors de portée des équipes de santé. «Le défi aujourd'hui ne réside pas dans les connaissances ou les outils», a déclaré M. Janabi à l'ouverture de la 76e session du Comité régional de l'OMS pour l'Afrique, à Addis-Abeba. Pour l'agence sanitaire de l'ONU, l'accès aux communautés constitue désormais le principal obstacle à la riposte. Elle appelle donc toutes les parties à garantir une trêve humanitaire d'au moins six mois afin que les équipes médicales puissent intervenir «en toute sécurité et sans entrave chez les communautés touchées». «Lorsque nous parvenons à atteindre les populations, nous stoppons la transmission. Lorsque nous ne le pouvons pas, le virus continue de se propager», a fait savoir le Dr Janabi. L'OMS attribue l'aggravation de la situation à l'insécurité persistante, consé-

quence de décennies de conflits armés qui ont fragilisé les services sociaux et provoqué le déplacement de plus d'un million de personnes. Selon le dernier bilan arrêté au 21 août, la RDC comptait 5.514 cas confirmés et 2.642 décès dans 57 zones de santé. L'épidémie est désormais considérée comme la deuxième plus importante jamais enregistrée et comme celle qui progresse le plus rapidement. La veille, le Dr Janabi avait déjà évoqué un «tournant décisif», estimant que la transmission prenait désormais le pas sur les efforts de lutte. Face à cette progression, les responsables de la riposte appellent à changer d'échelle. Dans une déclaration conjointe, M. Janabi, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, et le directeur général du Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique), Jean Kaseya, ont appelé à «atteindre chaque zone touchée, à protéger les personnels en première ligne et à transformer les engagements en actions concrètes».

CLIMAT

Le Panama déclare l'état d'urgence en raison du phénomène El Nino

Le gouvernement du Panama a déclaré mardi l'état d'urgence en raison de pluies et de sécheresses intenses provoquées par le phénomène El Nino, qui a déjà contraint à réduire le trafic sur le canal interocéanique traversant le pays. El Nino est un phénomène naturel qui revient tous les deux à sept ans. Les eaux de surface dans le centre et l'est de l'océan Pacifique équatorial se réchauffent, entraînant un climat plus chaud et sec dans certains endroits, et plus frais et humide dans d'autres, et provoquant des événements climatiques extrêmes. La décision de déclarer l'état d'urgence au Panama «découle de la nécessité d'être prêts à affronter ce qui pourrait arriver» du fait d'El Nino, a déclaré la ministre de l'Intérieur Dinorska Montalvo lors d'une conférence de presse. La mesure doit permettre d'accélérer les procédures administratives pour faire face aux conséquences d'El Nino, qui pourrait connaître son épisode le plus intense jamais enregistré. Du fait du manque d'eau, le canal de Panama va réduire à compter du 3 septembre son trafic de 36 à 34 transits par jour, puis à 32 à partir de mi-septembre, a annoncé l'Autorité du canal de Panama la semaine dernière. Environ 5% du commerce maritime mondial transite par cette voie longue de 80 kilomètres reliant les océans Atlantique et Pacifique. Plus au nord, le Salvador a lui aussi déclaré mardi l'alerte maximum pour une sécheresse associée au phénomène El Nino, qui a provoqué la perte de cultures.

INONDATIONS MASSIVES AU NÉPAL

Des routes et des centrales électriques endommagées

Les autorités népalaises ont annoncé mercredi le déploiement de moyens de sauvetage d'urgence après des inondations massives dans le nord du pays, qui ont endommagé des routes et des centrales électriques. «Nous ne disposons pas encore d'évaluation précise des dégâts, mais les inondations sont massives et susceptibles d'avoir affecté de nombreuses zones habitées», a déclaré un porte-parole de la police, Abi Narayan Kafle.

La police a diffusé sur les réseaux sociaux les images impressionnantes d'une énorme vague déferlant dans une vallée encaissée du district de Rasuwa, emportant plusieurs bâtiments. «Nous avons ordonné aux résidents des bords de la rivière de quitter les lieux (...) et déployé toutes les ressources disponibles sur place», a ajouté M. Kafle. Le Premier ministre népalais Balendra Shah a indiqué sur les réseaux sociaux avoir convoqué une réunion d'urgence de l'Autorité nationale en charge de

la gestion des situations d'urgence. L'Autorité de gestion de l'électricité a pour sa part rapporté des dégâts sur plusieurs de ses installations, notamment des barrages et des centrales solaires, et fait état de coupures d'électricité. Les inondations et les glissements de terrain sont fréquents pendant la mousson d'été (juin-septembre) au Népal et dans toute l'Asie du Sud. Selon les scientifiques, le réchauffement climatique accroît leur intensité et leur fréquence.

INCENDIES EN INDONÉSIE

Des millions de personnes risquent des problèmes de santé

Des millions de personnes risquent des problèmes de santé en Indonésie en raison des épaisses fumées qui touchent plusieurs provinces, au moment où les feux de forêt attisés par El Nino font des ravages, ont alerté mercredi les autorités. Depuis plusieurs semaines, l'archipel fait face à de vastes feux de forêt sur les îles de Bornéo et de Sumatra. Leur fumée voyage au-delà des incendies et gêne les habitants jusqu'en Malaisie et à Singapour. Le ministère de la Santé a indiqué mercredi que 3,4 millions de personnes en Indonésie étaient exposées à un risque d'infections respiratoires en raison des incendies. Des milliers de personnes ont déjà reçu des soins. A Pekanbaru, sur l'île de Sumatra, les autorités ont fermé des dizaines d'écoles et ont invité les habitants à rester chez eux. Les autorités de Jambi ont ordonné aux élèves d'écoles maternelles et élémentaires de rester chez eux jusqu'à la fin de la semaine. Le ministère de la Santé a dit avoir distribué plus de 260.000 masques aux habitants des zones les plus sévèrement touchées. Le gouvernement indonésien a déployé des dizaines d'hélicoptères, d'avions et de pompes à eau, ainsi que des milliers de personnes, pour lutter contre les flammes, a assuré mardi le président Prabowo Subianto. La superficie brûlée est déjà plus étendue que lors des saisons El Nino de 2019 et 2023. Ce phénomène naturel, qui s'ajoute au changement climatique causé par l'homme, entraîne des changements au niveau des vents, de la pression atmosphérique et des régimes pluviométriques. Il provoque généralement des sécheresses en Indonésie. La police nationale indonésienne a déclaré que 72 personnes avaient été arrêtées, soupçonnées d'avoir déclenché des incendies.

LIGUE 1 2026-2027

Le trône du MCA **menacé** !

Entre la quête du sacre suprême, la lutte acharnée pour les places continentales et l'impératif du maintien, les ambitions divergent et promettent un exercice hâtant. Sacré champion d'Algérie lors des trois dernières saisons consécutives, le Mouloudia Club d'Alger remet son titre en jeu avec la ferme intention de prolonger sa suprématie sur le football national. Contrairement à la valse des techniciens habituelle, le club de la capitale a privilégié la stabilité en reconduisant sur le banc l'entraîneur tunisien Khaled Ben Yahia. L'effectif a également été renforcé par l'arrivée de cinq recrues : Kohili et Abdelkader (PAC), Konaté (USC), Mehdaoui (OA) ainsi que le Burundais Nduwumwe (Singida Black Stars/Tanzanie). Une stratégie mûrement réfléchie pour aborder cette nouvelle campagne avec de solides certitudes. Cependant, la mission des Vert et Rouge s'annonce ardue face à une concurrence plus que jamais décidée à détrôner le champion sortant. En tête des rivaux figure l'USM Alger. Vainqueur d'un magnifique doublé la saison dernière (Coupe de la Confédération et Coupe d'Algérie) sous la houlette de Lamine N'diaye, le club de Soustara court après un titre en championnat qui lui échappe depuis 2019. Les Usmistes ambitionnent clairement de renouer avec les sommets et d'aller chercher une neuvième couronne nationale historique.

L'USMA et le CRB pour bousculer la hiérarchie

Autre grand favori, le CR Belouizdad aborde cette saison avec un esprit de revanche après avoir bouclé les deux exercices précédents sans le moindre trophée. La direction du Chabab a opéré des choix forts en restructurant son état-major : Mohamed Arar prend les rênes du Conseil d'administration, tandis que l'ancien joueur Djaber Naâmourne est nommé directeur sportif. Sur le terrain, l'équipe sera dirigée par l'expérimenté technicien tunisien Nabil Maâloul. La hiérarchie sera également bousculée par la JS Saoura. Vice-championne en titre, la formation de Béchar visera à confirmer sa régularité sur le podium malgré des chamboulements notables, notamment les départs de cadres tels que le défenseur Riyane Akacem (parti au CRB) et le buteur Ismail Saadi (rejoint le MCO). Sur le banc, après le départ d'Abdelkader Amrani vers l'Olympique Akbou, c'est le revenant Lotfi Boudraâ qui a été appelé. De son côté, la JS Kabylie

Le coup d'envoi de la saison 2026-2027 du Championnat d'Algérie de la Ligue 1 Mobilis est donné ce jeudi, avec 16 équipes sur la ligne de départ, dont trois promus - la JS El-Biar, le CR Témouchent et l'US Biskra - bien décidés à s'implanter durablement parmi l'élite.



lie nourrit des ambitions de rachat après une saison 2025-2026 cauchemardesque bouclée à une décevante cinquième place, sans aucune qualification continentale. Les Canaris ont confié la barre technique à Karim Belhocine, riche d'un vécu en Belgique (Charleroi, Courtrai). Derrière ce cénacle de favoris, la lutte pour les places d'honneur s'annonce ouverte. L'ES Sétif a choisi de parier sur l'école égyptienne en enrôlant Mohamed Yahia Mahmoud Sedki «Capitaine Hamada» pour succéder à Lotfi Amrouche. Le CS Constantine, brillant demi-finaliste de la dernière Coupe d'Algérie, jouera les trouble-fête sous la houlette de Mondher Kebaier. Le MC Oran et l'Olympique Akbou entendent également peser lourd. En bas de tableau, l'ASO Chlef (qui garde Abdelhak Belaïd) et le MB Rouissat (qui a embauché Djilali Bahloul) espèrent s'éviter les sueurs froides d'un sauvetage de dernière minute. Quant aux trois promus, leur prio-

rité absolue sera d'engranger assez de points pour assurer leur maintien, tout en guettant la moindre opportunité pour bousculer la hiérarchie.

H.M.

Le programme

Jeudi 27 août :

ESS - ESBA (19h00)
MCA- MCO (21h00)

Vendredi 28 août :

CRT- CSC (19h00)
USB- JSS (19h00)
JSEB- OA (21h00)

Samedi 29 août :

USMK-USMA (17h00)
ASO- CRB (19h00)
JSK- MBR (21h00)

OGC Nice

Boudaoui vers Al-Ittihad

L'international algérien Hicham Boudaoui est sur le point de quitter l'OGC Nice pour rejoindre Al-Ittihad (Arabie saoudite), les discussions entre les deux clubs étant très avancées, rapporte mardi le quotidien français L'Equipe.

Agé de 26 ans, le milieu de terrain algérien, qui compte 37 sélections avec les « Verts », est sous contrat avec Nice jusqu'en juin 2027. Arrivé sur la Côte d'Azur en 2019 en provenance du Paradou AC, Boudaoui devrait ainsi mettre fin à une aventure de sept années avec le club français. Formé au Paradou AC, où il s'est révélé au plus haut niveau du championnat algérien, Boudaoui avait rejoint l'OGC Nice à l'été 2019. Il s'est progressivement imposé dans l'entrejeu niçois grâce à ses qualités techniques, son volume de jeu et sa capacité à se projeter vers l'avant. Depuis son arrivée en Ligue 1, le milieu du terrain algérien a disputé plusieurs saisons comme titulaire ou élément important de l'effectif niçois, participant notamment aux compétitions européennes avec le club azuréen. Cet été, Boudaoui avait clairement exprimé son souhait de quitter Nice, une volonté également partagée par ses dirigeants. Il s'entraînait d'ailleurs à part mardi au centre d'entraînement du Gym, alors que les négociations avec Al-Ittihad avançaient, selon la même source. Déjà courtisé par des clubs saoudiens lors du précédent mercato estival, le milieu algérien pourrait donc prendre, à son tournée, la direction de l'Arabie saoudite, après plusieurs de ses anciens coéquipiers niçois dont l'international Youcef Atal.

JS KABYLIE

Nouveau contrat pour **Akhrib**

La JS Kabylie, pensionnaire de Ligue 1 Mobilis de football a annoncé, mardi, la prolongation du contrat de son jeune milieu offensif Lahlou Akhrib, désormais lié au club jusqu'en 2028. Une nouvelle étape dans le parcours professionnel d'un joueur qui s'est progressivement imposée au sein de la formation jaune et verte. Âgé de 21 ans, Akhrib a franchi les différents paliers de la formation de la JSK avant de faire ses premiers pas avec l'équipe première. Saison après saison, le joueur

a gagné en maturité et en temps de jeu, jusqu'à devenir un élément important de l'effectif des Canaris. La saison dernière, il a pris part à 21 matchs et inscrits trois buts en championnat de Ligue 1. Il a également disputé six matchs de Ligue des champions de la CAF. Son évolution sous les couleurs de la JSK lui a également ouvert les portes des sélections nationales de jeunes, confirmant son statut d'espoir du football algérien. Actuellement engagé avec la sélection algérienne des moins de 21 ans aux Jeux méditerranéens

de Tarente, Lahlou Akhrib poursuit ainsi son apprentissage au niveau international. Sa présence avec les Verts constitue une nouvelle reconnaissance du travail accompli depuis ses débuts et témoigne de sa progression au plus haut niveau. Il a largement contribué au large succès de l'équipe nationale face à l'Italie (3-1) en inscrivant le premier mais lundi soir pour le compte de la deuxième journée du groupe B.



JEUX MÉDITERRANÉENS 2026

Trois médailles de bronze pour l'Algérie

La délégation algérienne a enregistré une nouvelle journée fructueuse, mardi à Tarente, à l'occasion des Jeux méditerranéens-2026, avec trois nouvelles médailles de bronze, deux en lutte féminine et une en rafa, alors que cinq pugilistes ont réussi à se qualifier pour les demi-finales de la compétition de boxe. En lutte féminine, Ibtissem Doudou (-50 kg) et Chaima Chebila (-53 kg) ont décroché deux médailles de bronze, permettant à la lutte algérienne de réussir une belle moisson lors de ces Jeux méditerranéens (1 or, 1 argent et cinq bronze). De son côté, Nour El Houda Maïdi a également remporté la médaille de bronze dans l'épreuve

de rafa individuelle dames, offrant à l'Algérie sa troisième médaille de la journée et sa première dans cette discipline. La journée s'est poursuivie avec la qualification de cinq pugilistes algériens pour les demi-finales, prévues mercredi. Il s'agit de Fatiha Mansouri (-51 kg), Djouher Benane (-65 kg), Amine Zanaz (-55 kg), Ismail Bekhsis (-65 kg) et Mustapha Abdou (-80 kg). Les cinq demi-finalistes mettront aux prix, respectivement, Fatiha Mansouri avec l'Italienne Martina Vassallo, Djouher Benane avec la Croate Sara Beram, Amine Zanaz avec l'Espagnol Rafael Lozano Serrano, Ismail Bekhsis avec le Français Hugo Grau et Mustapha Abdou avec le Grec Mi-

chail Tsanalidis. Ces qualifications permettent aux pugilistes algériens de poursuivre leur parcours dans la course au podium, en attendant les résultats des demi-finales, programmées mercredi. En natation, Mehdi Charaf Eddine Benfekih a terminé à la cinquième place de la finale du 50 m nage libre, alors qu'Amel Melih s'est classée huitième de la même épreuve chez les dames. Dans les sports collectifs, la sélection algérienne masculine de handball a fait match nul avec la Grèce (26-26), mardi à Tarente, pour le compte de la deuxième journée du groupe B. Les deux équipes étaient à égalité 15-15 à la mi-temps. L'Algérie, victorieuse de Chypre lors de la pre-

mière journée (33-24), poursuit ainsi sa course à la qualification. En messieurs de volley-ball, la sélection algérienne s'est inclinée face à l'Italie sur le score de 3 sets à 0, concédant ainsi une nouvelle défaite dans le tournoi. Au terme de cette journée, le bilan de l'Algérie s'établit à 10 médailles, dont une en or, une en argent et huit en bronze. La délégation algérienne tentera d'enrichir ce bilan mercredi, notamment à travers les cinq demi-finales de boxe, ainsi que les différentes épreuves inscrites au programme de la quatrième journée des Jeux méditerranéens de Tarente.

BAYERN MUNICH

Musiala heureux du soutien de son club

Après le premier des deux malaises de Jamal Musiala lors de matches amicaux, le FC Bayern Munich aurait trouvé un compromis avec le milieu de terrain.

Cela ressort d'un rapport de Sport Bild. Lors du match de préparation contre le RB Leipzig (3-1) à la mi-août, Musiala s'était effondré pour la première fois sur la pelouse, le public ne savait alors encore rien de son affection due à un dysfonctionnement neurologique, qui provoque ce que l'on appelle des absences.

Selon Sport Bild, deux jours après le match contre Leipzig, une réunion a eu lieu au siège du Bayern, à la Säbener Straße, au cours de laquelle le directeur sportif Max Eberl, le directeur Christoph Freund, Musiala, son management et l'un des médecins traitants ont discuté de la manière de gérer la situation à l'avenir. Les responsables du Rekordmeister étaient déjà au courant de la maladie de Musiala durant toute la saison passée et ont, selon le rapport, proposé de rendre publique dès maintenant la problématique de santé du meneur de jeu.

Comme Musiala n'y était pas encore prêt, un compromis aurait été trouvé : le joueur de 23 ans informerait le public s'il devait s'effondrer une deuxième fois pendant un match. C'est finalement ce qui s'est produit dès le lendemain lors du match amical chez le 1. FC Heidenheim (4-2), et le communiqué publié juste après par Musiala sur Instagram avait été rédigé par lui en concertation avec le club.

Entre autres, le nouveau sélectionneur de l'Allemagne, Jürgen Klopp, a ensuite contacté Musiala par téléphone, selon Sport Bild. Klopp aurait assuré au joueur du Bayern son plein soutien et lui aurait indiqué qu'il était un élément central de ses plans pour l'équipe d'Allemagne. Musiala aurait été impressionné par l'échange avec son nouveau sélectionneur, affirme le média.

Par ailleurs, le rapport a également livré des détails sur le contrat de Musiala. Lorsque ce dernier a signé celui-ci, qui doit lui rapporter environ 25 millions d'euros de salaire annuel, en février 2025, les absences n'étaient pas encore apparues. En conséquence, ce contrat ne contient pas de clauses particulières ni de garanties liées à ce sujet.

Si Musiala s'est effondré contre Leipzig et Heidenheim, c'est parce que le traitement médicamenteux pour sa maladie a été réduit après la Coupe du monde. «Il a un peu réduit, maintenant nous devons remonter un peu», avait récemment expliqué Eberl, précisant que la médication allait désormais être réajustée après ces événements effrayants. Avant que la nouvelle dose ne fasse effet, cela peut prendre jusqu'à 14 jours, raison pour laquelle Musiala ne participe actuellement pas à l'entraînement collectif, mais s'entraîne uniquement de ma-



nière individuelle.

Quand Jamal Musiala pourra-t-il rejouer avec le Bayern ?

Pour figurer dans le groupe lors de l'ouverture de la Bundesliga contre le VfB Stuttgart vendredi, Musiala n'entre pas en ligne de compte, selon Sport Bild. Un retour huit jours plus tard, lors de la 2e journée sur la pelouse du FC Schalke 04, serait déjà plus probable, indique le rapport. La première liste du nouveau sélectionneur Klopp sera de son côté annoncée le 17 septembre, et d'ici là, Musiala pourrait avoir retrouvé la

compétition officielle.

Publicité

L'international allemand est par ailleurs, selon Sport Bild, très heureux de la manière dont le Bayern gère sa situation difficile. En outre, il y aurait récemment eu un entretien personnel avec l'entraîneur Vincent Kompany, au cours duquel ce dernier lui aurait fait passer le message suivant : Musiala n'avait encore jamais été aussi bon qu'actuellement depuis l'arrivée en fonction de Kompany en 2024.

Italie

Robinho Jr se rapproche

Selon ESPN Brazil, la Fédération italienne de football a pris contact avec les représentants de l'attaquant de Santos Robinho Jr. afin d'évoquer une possible convocation dans les équipes de jeunes de l'Italie. Le joueur de 18 ans est dans la dernière ligne droite pour obtenir la nationalité italienne par filiation maternelle, via sa mère, Vivian.

Le rapport ajoute que la Confédération brésilienne de football (CBF) suit également de très près l'évolution de l'ailier. Des membres du staff de la CBF se sont rendus au centre d'entraînement CT Rei Pele en juillet afin de recueillir des données et de prendre ses mensurations pour l'équipement, après l'avoir présélectionné pour l'équipe des moins de 20 ans avant des matches amicaux contre la Bolivie. Bien qu'il n'ait finalement pas été retenu dans la sélection finale, l'adolescent reste clairement dans le viseur des deux fédérations.

Robinho Jr. est le fils de l'ancien international brésilien Robinho, qui a honoré 100 sélections et inscrit 28 buts avec le Brésil entre 2003 et 2017. Après avoir intégré le groupe professionnel de Santos l'an dernier, l'attaquant a disputé 12 matches officiels sous les ordres de l'entraîneur principal Cuca en 2026. Il cherche désormais à obtenir davantage de temps de jeu en équipe première afin d'accélérer son développement.

L'adolescent a été écarté du quart de finale aller de Coupe du Brésil de Santos contre Palmeiras après que le club lui a accordé l'autorisation de se rendre en Europe. Il profite de ce voyage pour finaliser les démarches liées à sa double nationalité et évaluer de potentiels clubs intéressés par un prêt avant la fermeture du mercato.

Liverpool FC

C'est presque fait pour Barcola

Liverpool a officiellement relancé les discussions avec le PSG au sujet du transfert retentissant de Barcola, selon ESPN. Le club de Premier League tente de nouveau de boucler un accord pour l'international français avant la fermeture officielle du mercato. Une offre initiale d'environ 90 millions de livres sterling (122,3 M\$) a été ra-

pidement rejetée par le PSG plus tôt ce mois-ci. Le PSG réclame actuellement la somme vertigineuse de 135 millions de livres sterling (184,2 M\$) pour se séparer de son ailier vedette. La clé pour débloquer cet énorme transfert pourrait résider dans le possible départ de Gakpo. L'attaquant néerlandais a été fortement lié à des transferts vers Tottenham et Manchester City, ce qui fournirait à Liverpool les moyens financiers nécessaires pour s'attacher les services de Barcola. Le PSG n'a pas non plus complètement fermé la porte à un éventuel départ. S'exprimant dimanche, le directeur sportif du

PSG, Luis Campos, a reconnu ouvertement que le mercato restait très actif, soulignant que «beaucoup de choses pouvaient encore se produire» avant la date limite. Barcola est la priorité absolue du club de la Mersey depuis tout l'été, et Liverpool a trouvé un accord avec l'ailier sur les conditions personnelles il y a quelque temps déjà. Malgré ces négociations en cours, l'attaquant ne cherche pas activement à forcer un départ de la capitale française. Avec deux ans restant sur son contrat actuel, Barcola n'est pas opposé à l'idée de rester si un montant final ne peut pas être convenu.

PAYS-BAS

Xavi veut s'imprégner de la culture hollandaise

Xavi Hernández a abordé son nouveau rôle de sélectionneur des Pays-Bas en décrivant le pays comme une véritable «université du football». L'entraîneur espagnol n'est pas arrivé à Zeist avec l'intention de faire la leçon. Il considère plutôt sa nomination comme une occasion sacrée de s'imprégner d'une profonde culture tactique et d'apporter sa contribution à la fédération. En tant qu'étranger à la tête des Pays-Bas, son objectif principal est d'instaurer une atmosphère familiale très soudée pour mener l'équipe vers le succès. «Je sais et je comprends maintenant que je suis un étranger ici, mais j'insiste : j'apprends énormément dans cette université du football», a expliqué Xavi. L'ancien milieu de terrain du FC Barcelone est revenu sur ses liens profonds avec l'histoire du football néerlandais, en soulignant en particulier le rôle pivot joué par Louis van Gaal. Même si leurs préférences tactiques dif-

fèrent, Xavi voue un immense respect au technicien chevronné qui a eu le courage de lui offrir ses débuts en équipe première à l'adolescence.

Cet acte de confiance historique a façonné la propre philosophie d'entraîneur de Xavi en matière de développement des jeunes et de chances accordées sans hésitation. «Même [Louis] van Gaal, quand j'avais 17 et 18 ans, il m'a fait confiance. Il m'a énormément fait confiance. Donc oui, pourquoi pas ? Pourquoi pas ? S'il est prêt, si nous sentons que les joueurs, le joueur, est prêt, alors nous n'aurons pas peur», s'est souvenu Xavi.

Apprendre de la positivité de Johan Cruyff

Xavi a également partagé des souvenirs précieux de ses rencontres avec l'icône néerlandaise Johan Cruyff durant les dernières années de la vie du maestro. Au-delà des concepts tac-

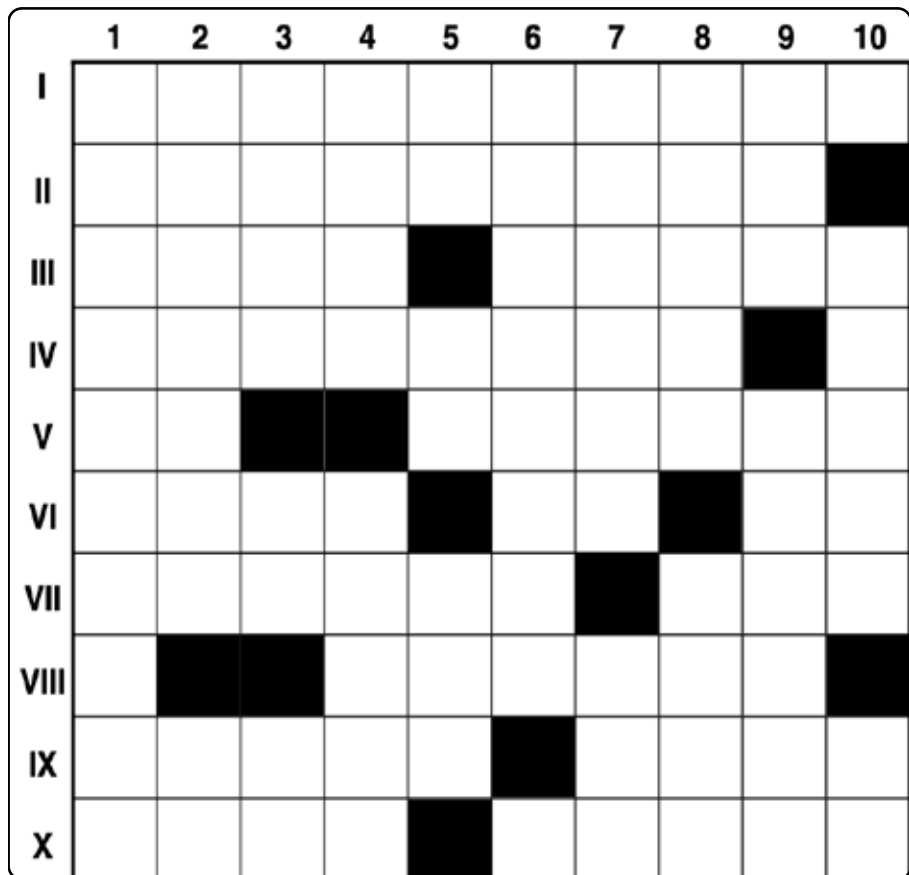
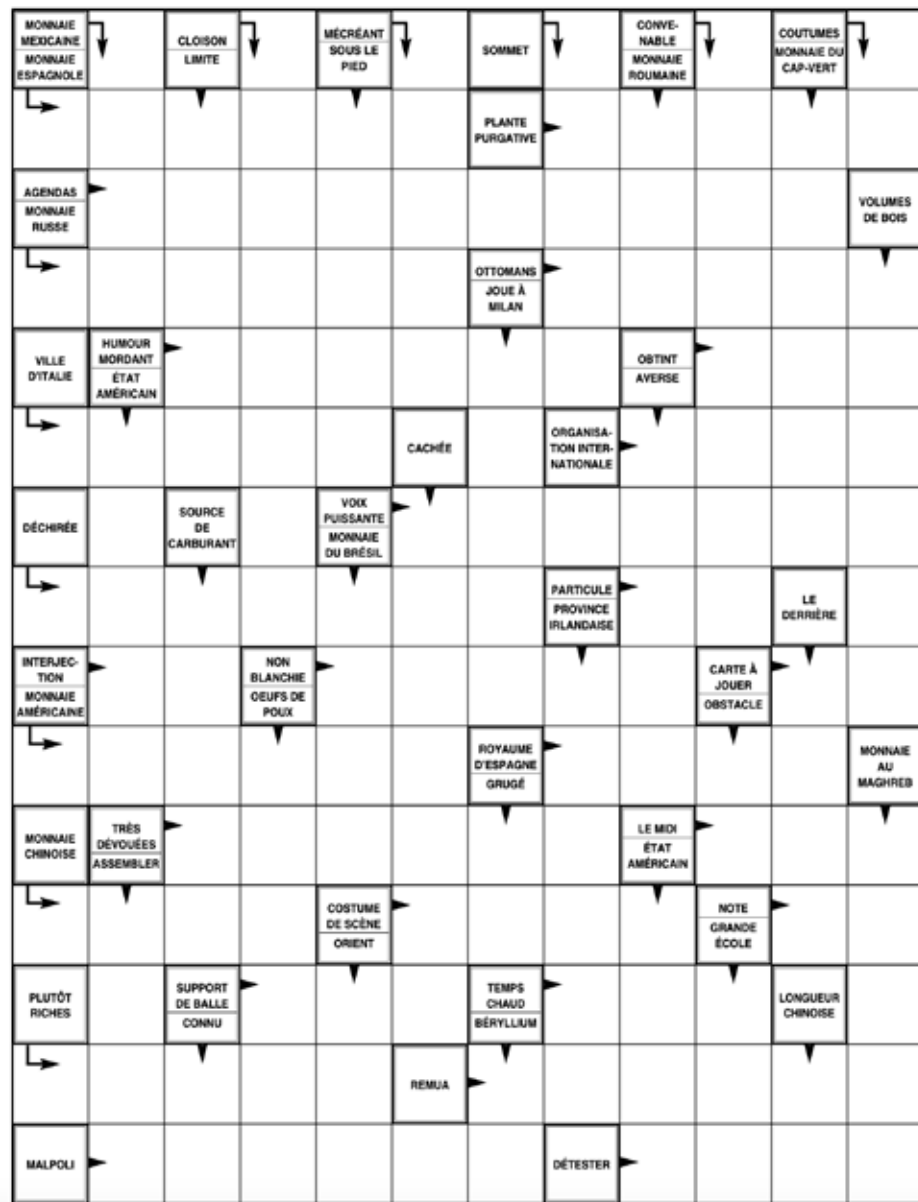
tiques, la leçon la plus importante que Xavi a retenue de Cruyff portait sur la résilience mentale et le fait de conserver une attitude positive face à l'adversité. Il a l'intention d'insuffler cette même énergie positive et ce même plaisir dans le vestiaire néerlandais afin d'aider l'équipe à donner le meilleur d'elle-même. «Eh bien, avec Johan, j'ai eu quelques rencontres durant la dernière période de sa vie et il était toujours positif, même quand il était malade, même là il était positif. Donc oui, c'est ce que j'ai appris : avec un sourire, avec une énergie positive», a déclaré Xavi.



LES MOTS FLÉCHÉS

I. Ils remontent la piste. II. Elle descend de la piste. III. Voie ferrée. Coup de foudre. IV. Beau soulier. V. Négation. Plutôt malin. VI. Déforme. Avant Jésus-Christ. A vu le jour. VII. Ne dure qu'une année. L'une des disciplines du biathlon. VIII. Ensemble de montagnes. IX. Fais une descente. Donnes un siège. X. Petit lutin. Montagnes russes.

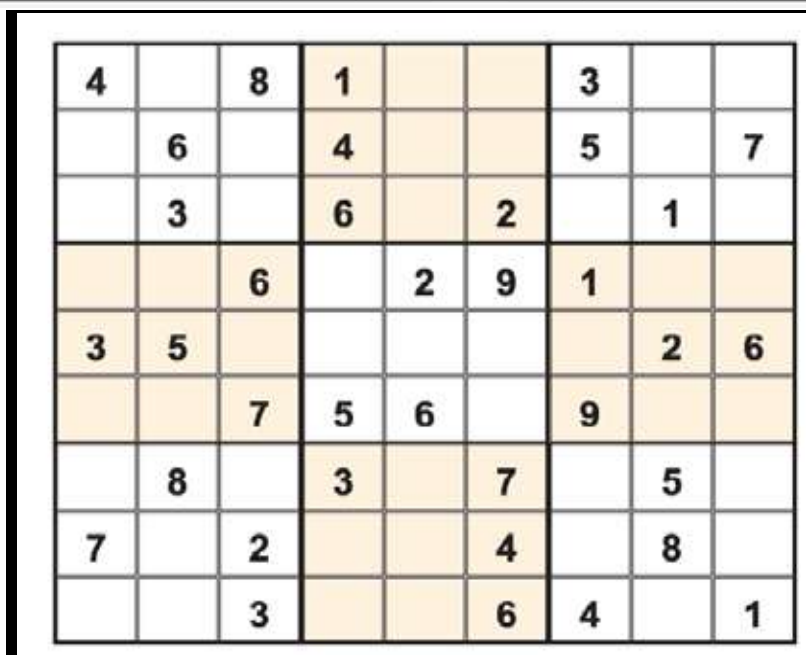
1. Vallée pour skieurs. 2. Fuite. Ski de vitesse. 3. Non religieux. Sur une borne. Conifère. 4. Prénom d'une grande dame du jazz. Ainsi que doit l'être une piste de ski bien préparée. 5. Côtée en Bourse. Initiales républicaines. Pas en forme. 6. Imprévu. 7. Massif alpin. Fait fondre la neige. 8. Pays africain. Fin de partie au flipper. 9. Electro-encéphalogramme. Harmonisa. 10. Canardé pour son duvet. Haut de gamme.



**La phrase-mystère est : errare
humanum est (l'erreur est humaine)**

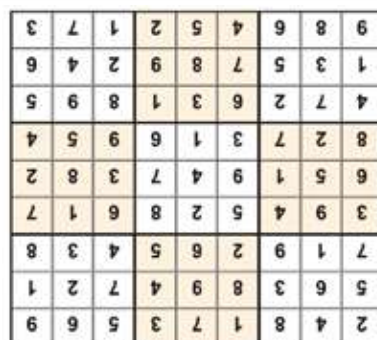
ALLURE	GOMASIO	KOURILES	SHOGUN
ARCHIPEL	HAIKU	KYOTO	SOJA
BANZAI	HIROSHIMA	LOTUS	SUDOKU
BONSAI	HONSHU	MANGA	SUMO
BONZE	HOKKAIDO	MIKADO	SURIMI
CATALPA	IKEBANA	NOUILLE	SUSHI
EMPEREUR	JEUDI	ORIGAMI	TATAMI
ESTAMPE	JUDOKA	OSAKA	TOFU
FEMUR	KAMIKAZE	PACIFIQUE	TOKYO
FUTON	KARAOKE	SAMOURAI	TSUNAMI
GEISHA	KOBE	SEISME	WASABI

SUDOKO



SOLUTION

LES MOTS FLÉCHÉS



SUDOKO — LES MOTS GROISÉS

RIADH EL FETH

Un **espace** de culture et de commerce

PAR BOUALEM B.

Sur les hauteurs d'El Madania, au pied du Maqam Echahid et à la lisière du bois des Arcades, Riadh El Feth étale ses attraits. Le site domine la baie d'Alger, accueille les familles, les promeneurs et les visiteurs de passage, en conservant cette vocation multiple qui a fait son identité depuis son ouverture au milieu des années quatre-vingt. Pensé comme un vaste ensemble culturel et commercial, le complexe avait alors l'ambition d'incarner une Algérie moderne, ouverte sur les loisirs, les arts, l'artisanat et le commerce. Une étude publiée par les Cahiers de géographie du Québec rappelle que Riadh El Feth avait été conçu comme une vitrine de la capitale, associant une situation panoramique exceptionnelle à des activités culturelles et commerciales inédites pour l'époque. L'architecture du lieu s'organise autour d'espaces ouverts, de galeries et d'esplanades qui donnent à l'ensemble une allure de petite ville suspendue sur les hauteurs. Les terrasses, les passages, les commerces et les lieux de rencontre composent un décor familier pour plusieurs générations d'Algérois. Sur cinq niveaux, le Centre réunit des espaces destinés aux concessions commerciales et aux services, mais aussi des structures culturelles qui ont longtemps animé la vie artistique algéroise. La salle Ibn Zeydoun, le cercle Frantz Fanon, le Théâtre pour enfants, l'espace Agora, des salles de cinéma, une filmathèque et le centre audiovisuel font partie de ce patrimoine. Le site se prolonge vers le bois des Arcades, avec ses restaurants, ses cafétérias, ses espaces artisanaux, son théâtre de verdure et sa rotonde. Cette diversité explique la place particulière qu'occupe Riadh El Feth dans la mémoire algéroise, mieux encore dans la mémoire nationale. On y venait pour assister à une projection, acheter un livre ou un objet artisanal, prendre un café, découvrir une exposition ou simplement admirer Alger depuis les hauteurs. Sa proximité avec le Sanctuaire des Martyrs, le Musée national du Moudjahid et le téléphérique reliant le secteur au Jardin d'essai du Hamma renforce son potentiel touristique. Riadh El Feth peut ainsi devenir une halte naturelle dans le parcours des visiteurs désireux de découvrir à la fois l'histoire, la culture et les paysages de la capitale. Après des années marquées par une perte progressive d'animation et par la dégradation de certaines infrastructures, le site fait désormais l'objet d'un programme de réhabilitation. Le ministre-wali d'Alger, Mohamed Abdenour Rabehi, s'est rendu sur place jeudi dernier afin de suivre l'avancement des

Entre mémoire nationale, commerces, salles de spectacle et espaces de promenade, Riadh El Feth veut retrouver la place singulière qu'il occupait dans le paysage culturel et touristique de la capitale.



travaux engagés dans le cadre d'un plan global d'aménagement. Les interventions concernent notamment le Centre des arts, les espaces verts, l'entretien des installations, le renforcement de l'éclairage et la mise en service des ascenseurs. Les autorités locales veulent livrer les chantiers rapidement et redonner au complexe une image plus accueillante, plus sûre et plus adaptée aux attentes des visiteurs. Cette opération ne porte pas uniquement sur le béton, les allées et les équipements. Elle s'accompagne d'une réflexion sur l'animation du lieu, avec un programme annoncé autour d'activités artistiques, sportives et de loisirs. Le défi consiste à ramener une fréquentation régulière, sans effacer l'âme d'un endroit qui fut longtemps l'un des rendez-vous les plus vivants d'Alger.

Une nouvelle gouvernance

La relance de Riadh El Feth s'inscrit également dans un changement institutionnel majeur. Le décret exé-

cutif n° 25-148 du 2 juin 2025 a prononcé la dissolution de l'Office Riadh El Feth et le transfert de l'ensemble de ses biens, de ses droits, de ses obligations et de son personnel à la wilaya d'Alger. Ce transfert confie à la wilaya la responsabilité de préserver le site, ses infrastructures et ses espaces forestiers. Il ouvre surtout une nouvelle étape pour un complexe qui a connu ses heures de gloire, puis une longue période de fragilité et de repli. Riadh El Feth dispose encore de solides atouts. Son emplacement, son patrimoine culturel, son lien avec le Maqam Echahid et sa capacité à accueillir des activités variées lui donnent une valeur que peu de lieux peuvent revendiquer à Alger. Sa renaissance dépendra désormais de la continuité des travaux, de la qualité de sa programmation et de sa capacité à redevenir un espace vivant, accessible et attractif pour les Algérois comme pour les touristes.

B.B.

LE 15^e FESTIVAL NATIONAL DE LA CHANSON RAÏ

Hommage à Cheikha Rimitti

La ville de Sidi Bel-Abbès accueillera, du 31 août au 3 septembre prochain, la 15^e édition du Festival national de la chanson Raï, a-t-on appris auprès de la direction de la Culture et des Arts. Cette édition sera marquée par un hommage particulier rendu à l'icône de la chanson Raï, feu Saadia Badiat, plus connue sous son nom de scène « Cheikha Rimitti ». Originaire de la wilaya de Sidi Bel-Abbes, elle est ainsi mise à l'honneur en reconnaissance de son riche parcours artistique et de son rôle pionnier dans le rayonnement international de ce genre musical traditionnel authentique. La même source a précisé que cette session revêt une profonde symbolique, dépassant le simple cadre organisationnel pour ancrer un dialogue profond avec la mémoire culturelle et l'identité artistique nationale. Elle réaffirme l'enracinement de ce patrimoine populaire au cœur de la société algérienne, particulièrement après son inscription sur la liste représentative du patrimoine culturel immatériel de l'humanité par l'UNESCO. Les organisateurs ont souligné la volonté du ministère de tutelle de faire de cette manifestation un espace rassembleur dédié à la célébration de l'authenticité et de l'esthétique de la chanson Raï et de ses premiers pionniers. L'événement rend hommage à ce mode d'expression artistique, né du vécu populaire et ayant franchi les frontières géographiques pour forger une renommée musicale mondiale. Le programme tracé pour ce rendez-vous artistique comprend des soirées musicales animées par une sélection de stars et de jeunes talents du Raï, ainsi que des conférences et des rencontres mettant en lumière le parcours historique et l'évolution artistique de ce genre musical ancien, selon la même source.



Cheikha Rimitti, la voix libre qui a enfanté le raï

Née le 8 mai 1923 à Tessala, dans l'ouest, Cheikha Rimitti portait à l'état civil le prénom de Saadia. Très tôt orpheline, elle connut l'errance, les travaux agricoles et les longues journées de survie dans une Algérie coloniale profondément inégalitaire. Elle trouva refuge dans les fêtes populaires, les mariages et les rassemblements autour des mausolées de saints, où la musique offrait aux plus humbles un espace de parole et de consolation. Adolescente, elle rejoint une troupe de musiciens itinérants. Elle danse, observe, écoute les anciens, puis forge peu à peu sa propre manière de chanter. Analphabète, elle n'écrivait jamais ses textes sur du papier. Ses chansons naissaient dans sa mémoire, nourries par les voix de la rue, les douleurs des femmes et la langue directe du peuple. Son surnom, Rimitti, serait né d'une formule lancée dans un café, « remettez-moi ça ». Avec l'accent et le temps, les mots deviennent un nom de scène. Le nom d'une femme qui allait bientôt

bousculer les convenances. Cheikha Rimitti enregistre son premier disque en 1952. Deux ans plus tard, Charrak Gattâ impose une voix et un style. La chanson évoque sans détour le désir féminin et s'attaque au tabou de la virginité, sujet explosif dans une société conservatrice. Sa liberté de ton choque, mais elle lui vaut aussi une popularité immense auprès d'un public qui se reconnaît dans ses paroles franches. Accompagnée par la gasba et le guellal, instruments essentiels du raï bédouin, Rimitti chante les passions, l'exil, la misère, les amours contrariées... Elle emprunte au langage des meddahates, ces chanteuses qui transmettaient aux jeunes femmes les secrets et les épreuves de la vie à travers des chants souvent audacieux. Après l'indépendance, son répertoire subit la méfiance des autorités. Ses chansons sont dénoncées pour leur irrévérence, tandis que ses apparitions à la radio et à la télévision restent limitées. Elle continue pourtant à chanter, notamment pour les travailleurs

algériens installés en France, devenant une référence vivante pour les générations montantes du raï. Lorsque le raï conquiert les jeunes publics dans les années 1980, les nouveaux chanteurs reconnaissent en elle une aînée incontournable. Khaled, Cheb Mami et d'autres artistes de la nouvelle vague puisent dans son répertoire, ses mélodies et son insolence. Rimitti, elle, ne se prive pas de rappeler que plusieurs de ses chansons ont été reprises ou utilisées sans toujours lui rendre justice. Elle reste fidèle à ses racines tout en acceptant des rencontres musicales inattendues. En 1994, elle enregistre Sidi Mansour avec le musicien britannique Robert Fripp. L'album ouvre son univers à d'autres sonorités sans effacer le timbre rocailleux et l'énergie populaire qui faisaient sa force. Son disque Nouar, paru en 2000, reçoit le Grand Prix du disque de l'Académie Charles-Cros. Sur scène, elle apparaît vêtue de robes éclatantes, parée de bijoux, les mains rougies au henné. Sa présence impres-

sionne. Elle chante avec une gravité profonde, puis laisse surgir l'humour, la provocation et une sensualité assumée. Rimitti ne se présentait pas comme une militante, mais toute son œuvre portait une forme de résistance. Celle d'une femme qui refuse de se taire. Cheikha Rimitti s'éteint le 15 mai 2006 à Paris, à l'âge de 83 ans, deux jours après un concert donné devant 4 500 personnes. Elle venait de publier N'ta Goudami, enregistré à Oran, comme un retour symbolique vers la terre où le raï avait pris forme. Son héritage dépasse largement les frontières de l'Algérie. Elle a donné au raï une langue populaire, rugueuse, poétique et profondément humaine. Ses chansons ont raconté ceux que l'on entend peu, les femmes blessées, les amoureux clandestins, les exilés et les oubliés. Près de deux décennies après sa disparition, sa voix continue de résonner comme celle d'une Algérie libre et profondément attachée à sa mémoire populaire.

R.C.

Trait d'esprit

“Il faut savoir ce que l'on veut. Quand on le sait, il faut avoir le courage de le dire ; quand on le dit, il faut avoir le courage de le faire.”

Georges Clemenceau

Météo

Alerte orange aux vents violents et tempêtes de sable aujourd’hui



La journée de ce jeudi s’annonce particulièrement mouvementée sur une large frange du territoire national. L’Office national de météorologie (ONM) a émis un bulletin de vigilance orange en raison de vents forts, pouvant dépasser les 80 km/h, et d’importants soulèvements de sable. Selon le Bulletin météorologique spécial (BMS) rendu public hier, un flux de sud va balayer plusieurs régions du pays à partir de la matinée. Si les vitesses du vent oscilleront généralement entre 60 et 70 km/h, des rafales locales pourraient aisément franchir le cap des 80 km/h. Cette alerte orange sera active de 7 h 00 à 21 h 00 et concerne une vingtaine de wilayas, couvrant une grande diagonale allant du nord-ouest jusqu’au grand Sud. Les régions de l’ouest et des Hauts-Plateaux seront en première ligne, avec les wilayas de Tlemcen, Sidi Bel-Abbès, Saïda, Tiaret, Naâma, El Bayadh, Tissemsilt et Médéa. Le centre et l’est du pays ne seront pas épargnés, notamment Béchar, Laghouat, Djelfa, Batna, Bouira, Bordj Bou Arreridj et Sétif. Le grand Sud est également placé sous haute surveillance. Les wilayas de Ghardaïa, Timimoune, In Salah, Beni-Abbès, El-Meniaa, Ouargla, Biskra et Ouled Djellal devront faire face à ces conditions météorologiques dégradées jusqu’à la tombée de la nuit. Les automobilistes et les résidents de ces régions sont invités à la plus grande prudence et à suivre l’évolution de la situation météorologique.

Des crues dévastatrices en Himalaya 95 morts et des centaines de disparus à la frontière du Népal et du Tibet

De violents torrents d’eau boueuse ont frappé les régions frontalières du Népal et du Tibet hier, provoquant une catastrophe humaine d’un ampleur inédite. Les autorités font état d’un bilan particulièrement lourd, avec des dizaines de victimes confirmées et des centaines de personnes, dont de nombreux touristes, toujours portées disparues. Le décompte des victimes, encore susceptible d’évoluer, est d’ores et déjà accablant. Selon les autorités locales népalaises, 95 décès ont été officiellement confirmés. « À ce stade, 95 décès ont été confirmés », a déclaré, à l’AFP, un porte-parole de la police, précisant que 28 agents des forces de l’ordre figuraient également parmi les personnes portées disparues, emportées par la violence soudaine des éléments. La catastrophe ne s’est pas arrêtée à la ligne de démarcation. De l’autre côté de la frontière, dans la région autonome chinoise du Tibet, les autorités ont fait état d’au moins 3 morts et de 265 disparus, soulignant l’ampleur transfrontalière de ce drame. L’inquiétude reste à son comble concernant le sort des 384 touristes signalés comme portés disparus au Népal, pour lesquels les opérations de recherche et de localisation sont activement menées.

Coup de filet à Zéralda Quatre narcotrafiquants interpellés

Dans le cadre d’une opération minutieusement orchestrée sous la supervision du parquet territorialement compétent, la brigade de police judiciaire a interpellé quatre individus soupçonnés de trafic de stupéfiants, a annoncé la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) dans un communiqué illustré par des images. Cette opération fait suite à l’exploitation d’un renseignement précis signalant les activités suspectes de quatre récidivistes opérant dans un quartier de la circonscription administrative de Zéralda. Les investigations menées par les enquêteurs ont rapidement permis de les identifier avec certitude et de procéder à leur arrestation dans les règles de l’art. Les perquisitions effectuées dans le cadre de l’enquête ont révélé l’ampleur de ce trafic. Les forces de l’ordre ont mis la main sur un stock important de drogue, composé de 2 kg de kif traité et de 689 capsules de substances psychotropes. Outre les stupéfiants, les policiers ont récupéré une somme de 23 000 dinars, présumée être le produit direct de la commercialisation de ces drogues. La saisie comprend également six armes blanches de 6e catégorie de différentes tailles, soulignant le potentiel danger que représentait ce groupe pour la sécurité publique. À l’issue de ces investigations, les quatre suspects ont été déférés et présentés au procureur de la République près le tribunal de Chéraga, aux fins de poursuites judiciaires.

Boxe : Fatiha Mansouri rejoint la finale des -51 kg à Tarente

La pugiliste algérienne Fatiha Mansouri s’est qualifiée en finale du tournoi de boxe, comptant pour les Jeux méditerranéens-2026, en battant l’Italienne Martina Vassallo (5-0), mercredi à Tarente (Italie) en demi-finales de la catégorie des -51 kg. Elle affrontera, jeudi en finale (12 h 00), l’Espagnole Laura Fuertes Fernandez. Fatiha Mansouri rejoint ainsi son compatriote Ismail Bekhsis qui s’est qualifié pour la finale de la catégorie des -65 kg, après le forfait

de son adversaire français, Hugo Grau. En finale, Bekhsis jouera contre le vainqueur de l’autre demi-finale, opposant le Serbe Dmitri Artjomovic Gorbenko au Marocain Soulaïmane Samghouli. Trois autres boxeurs algériens disputent, mercredi, leurs demi-finales : Djouher Benane face à la Croate Mara Beram (-65 kg), Amine Zanaz face à l’Espagnol Rafael Lozano Serrano (-55 kg) et Mustapha Abdou devant le Grec Michail Tsamalidis (-80 kg).

JOURNAL L'EXPRESS

Nouveau numéro de téléphone :



028 26 99 24

L'EXPRESS

L'ANP FRAPPE FORT

Un terroriste se rend, 38 narcotrafiquants tombent

Le bilan hebdomadaire de l’ANP fait état de plusieurs opérations menées à travers le pays, ayant permis la reddition d’un terroriste, l’arrestation de cinq éléments de soutien aux groupes terroristes et de 38 narcotrafiquants, ainsi que la saisie de quantités importantes de kif traité, de cocaïne et de comprimés psychotropes.

Un terroriste s’est rendu aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar, tandis que cinq éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l’Armée nationale populaire (ANP), lors d’opérations menées à travers plusieurs régions du pays entre le 19 et le 25 août, indique le bilan opérationnel de l’ANP publié hier. Selon la même source, ces opérations s’inscrivent dans le cadre des efforts continus déployés par l’ANP dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité organisée sous toutes ses formes. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, le dénommé A.S., dit « Mustapha », s’est rendu aux autorités militaires à Bordj Badji Mokhtar, relevant de la 6e Région militaire. Il était en possession d’un pistolet-mitrailleur de type Kalachnikov, d’une quantité de munitions ainsi que de plusieurs autres effets. Par ailleurs, cinq éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés lors d’opérations distinctes menées par des détachements de l’ANP à travers le territoire national. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et le trafic de stupéfiants, des



détachements de l’ANP, en coordination avec les différents services de sécurité, ont également arrêté 38 narcotrafiquants. Les opérations menées ont permis de déjouer des tentatives d’introduction, à travers la frontière avec le Maroc, d’un quintal et 23 kilogrammes de kif traité. Les forces de sécurité ont également saisi 1,3 kilogramme de cocaïne et

458 623 comprimés psychotropes au cours d’opérations menées dans plusieurs Régions militaires. Ces opérations témoignent de la poursuite des efforts des forces de sécurité pour neutraliser les réseaux impliqués dans le trafic de stupéfiants et lutter contre les différentes formes de criminalité organisée à travers le territoire national. R. N.

Nabil, l’homme qui plante les arbres

Adekar, certains visages deviennent familiers et commencent, au fil des jours, à s’attirer la sympathie et le respect. Celui de Nabil Mendil en fait désormais partie. Né en 1987 à Il Maten. Installé à Adekar, il a choisi de transformer son attachement à sa région en action concrète, loin du bruit et des discours creux. Dans les rues, les quartiers et les espaces délaissés du chef-lieu de daïra, il plante des arbres avec patience. Le jour comme la nuit, Nabil creuse des trous, prépare la terre, met en place les jeunes plants et revient les arroser régulièrement. Son travail s’inscrit dans la durée, avec cette conviction qu’un arbre ne se plante pas seulement pour embellir un trottoir, mais pour offrir un peu d’ombre, de fraîcheur et d’espoir aux habitants et générations qui viendront après lui. Il nous a déclaré avoir planté jusqu’à maintenant plus de cinq cents plants. Platanes, mélèzes, peupliers et mûriers commencent ainsi à dessiner un nouveau visage pour Adekar. Mais la tâche ne s’arrête pas à la plantation. Car il faut protéger les jeunes pousses des ani-



maux, veiller sur elles, les arroser et les préserver des dégradations. Le parcours est parfois décourageant. Avant même de recevoir les plants, certains trous préparés par Nabil sont remplis de détritus, de sachets en plastique, de bouteilles vides, de mégots et de boules de chéma. Ces gestes traduisent une réalité préoccupante, celle d’espaces publics encore trop souvent abandonnés à l’incivisme. Pourtant, Nabil continue. Il nettoie, recom-

mence et replante. Son action est évidemment soutenue par de nombreux citoyens. Touchés par sa détermination, ils lui apportent leur soutien moral et matériel. Beaucoup voient en lui une figure positive, un influenceur d’un autre genre, non pas celui qui se contente de critiquer ou de commenter inutilement le quotidien derrière un écran, mais celui qui agit avec ses mains, son temps et son énergie au service de sa région. Il y a dans sa démarche quelque chose qui me rappelle L’Homme qui plantait des arbres de Jean Giono. Comme le personnage de la célèbre nouvelle, Nabil ne cherche ni la gloire ni les applaudissements. Il plante, simplement, avec l’espoir que ces arbres grandiront et embelliront sa ville. Adekar a besoin de cette persévérance. Elle a besoin de citoyens, comme Nabil, qui refusent de regarder les rues se dégrader sans réagir. En donnant de la verdure à sa ville, Nabil Mendil offre surtout un exemple. Celui d’un homme convaincu qu’avec quelques plants, beaucoup de patience et une volonté sincère, il est possible de faire germer un autre avenir. ■